

~~SECRET~~

L'HISTOIRE ET L'ORGANISATION
DU
SERVICE DE LA SECURITE D'ETAT SOVIETIQUE
ET DU
SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRE

Date de la première édition: 1956
Date de la deuxième édition: 1958

~~SECRET~~

SECRET

L'HISTOIRE ET L'ORGANISATION
DU
SERVICE DE LA SECURITE D'ETAT SOVIETIQUE
ET DU
SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRE

Date de la première édition: 1956
Date de la deuxième édition: 1958

SECRET

[REDACTED]

Note préliminaire: Cette étude, publiée originellement en 1956, a été revue et rééditée en 1958. Au moment de cette revue, aucun changement significatif ne fut nécessaire dans le texte. Cependant, on doit prendre bonne note que chaque fois que dans cette étude on fait allusion aux situations "actuelles" ou "courantes", il s'agit de la situation en 1958. (Néanmoins dans la majorité des cas, les déclarations sont encore valides au commencement de 1960).

[REDACTED]

SECRET

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
CHAPITRE I Histoire et Développement des Services de Renseignements de l'Union Soviétique	1
Introduction	1
Précis d'histoire des services de renseignements de l'Union Soviétique	2
Contrôle des services de renseignements soviétiques par le Parti	19
Responsabilités actuelles des Services de renseignements	20
CHAPITRE II Organisation du Comité de la Sécurité d'Etat	22
Structure fondamentale: les Directions	22
Eléments Détachés et Spéciaux	34
Unités Subordonnées en U.R.S.S.	36
CHAPITRE III Organisation de la Deuxième Haute Direction, Etat-major général du Ministère de la Défense	37
Principaux éléments d'organisation	37
Eléments Libres et Spéciaux	40
CHAPITRE IV Organisation des opérations à l'étranger	42
CHAPITRE V Financement des Services de Renseignements et de Sécurité Soviétiques	50
CHAPITRE VI Qualité des Services Soviétiques	56

SECRET

SECRET

Table des Matières (Suite)

PAGE

CHAPITRE VII Personnalités Importantes des Services
de Renseignements Soviétiques 60

Tableaux (à la suite du chapitre VII)

1. Organisation du Comité de la Sécurité
d'Etat (K.G.B.), 1955 (conjectural)
2. Organisation de la Direction de
renseignements étrangers de la Sécuri-
té d'Etat soviétique (K.G.B.), 1955
(conjectural)
3. Organisation du service de renseigne-
ments des forces armées, 1955.

SECRET

SECRET

LISTE DES ABREVIATIONS

Gen. Armii	General Armii - (Russe) Général d'Armée (Français) Général d'Armée
Gen. Leyt.	General Leytenant - (Russe) Lieutenant Général (Français) Général de Division
Gen. Mayor	General Mayor - (Russe) Major Général (Français) Général de Brigade
Gen. Polk	General Polkovnik - (Russe) Colonel Général (Français) Général de Corps d'Armée
Guépéou	Gossoudarstvennoie Polititscheskoïe Upravlienie - Direction politique d'Etat (Organisme de sécurité d'état de 1922 à 1923; organisme de sécurité des républiques constitutives de l'U.R.S.S. de 1923 à 1934).
G.R.U.	Glavnoïe Razviedyvatielnoïe Upravlienie - Haute Direction des Renseignements du Ministère de la Guerre.
G.T.U.	Glavnoïe Tyuremnoïe Upravlenie - Haute Direction des Prisons (élément probable du M.V.D. actuel).
G.U.G.B.	Glavnoïe Upravlienie Gossoudarstvennoï Biezopasnosti - Haute Direction de la Sûreté Nationale, N.K.V.D. (organisme d'espionnage et de contre-espionnage de la Sécurité d'Etat de 1934 à mai 1943).
G.U.K.R.	Glavnoïe Upravlenie Kontr-Razvedki - Haute Direction de Contre-espionnage (direction de contre-espionnage des forces armées; élément de l'organisation de la Sécurité d'Etat excepté quand c'était G.U.K.R. N.K.O., de 1943 à 1946).
G.U.L.A.G.	Glavnoïe Upravlienie Koutsentratsionnykh Lagereï - Haute Direction des Camps (camps de concentration ou camps de travaux forcés, élément probable du M.V.D. actuel).

SECRET

SECRET

- G.U.P.V. Glavnoïe Upravlenie Pogranitchnykh Voysk - Haute Direction des Troupes Frontières (élément probable du M.V.D. actuel).
- G.U.R.K.M. Glavnoïe Upravlenie Rabotche-Krestyanskoy Militsii - Haute Direction des Milices (Police) des Travailleurs et des Paysans (On croit que c'est un élément du M.V.D. actuel, maintenant simplifié en G.U.M. ou Glavnoïe Upravlenie Militsii - Haute Direction des Milices.
- I.N.O. Inostrannoïe Otdelenie - Sous-section étrangère; et Inostrani Otdel - Section étrangère (service des renseignements étrangers de la Sécurité d'état, 1921 à 1943, quand cette dernière était O.G.P.U., G.U.G.B./ N.K.V.D., et N.K.G.B.).
- I.N.U. Inostrannoïe Upravlenie - Direction étrangère, sous G.U.G.B./N.K.V.D., N.K.G.B., M.G.B., M.V.D. et K.G.B. (désignation habituellement employée pour la direction du service des renseignements étrangers de l'organisme de sécurité d'état, de 1943 jusqu'à maintenant).
- K.G.B. Komitet Gossoudarstvennoï Biezopasnosti - Commission de Sécurité de l'Etat (organisme de sécurité et de renseignements, d'avril 1954 jusqu'à maintenant).
- K.I. Komitet Informatsii pri Sovete Ministrov S.S.S.R.- Comité de l'Information auprès du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. (organisme combiné de renseignements étrangers, de 1947 à 1951).
- M.G.B. Ministerstvo Gossoudarstvennoï Biezopasnosti - Ministère de la Sûreté Nationale (organisme de Sécurité d'Etat, 1946 à 1953).
- M.O. Ministerstvo Oborony - Ministère de la Défense (ministère mixte militaire et naval, 1953 jusqu'à maintenant).
- M.V.D. Ministerstvo Vnutrennikh Del - Ministère des Affaires Intérieures (agence d'unités paramilitaires, prisons de la police, de sécurité, et des camps, 1946 à 1953; agence combinée de ces derniers et de toutes les fonctions des services de renseignements et de sécurité d'état de 1953 à avril 1954; agence d'unités paramilitaires, de la police, des prisons et des camps, d'avril 1954 jusqu'à maintenant).

SECRET

- M.V.S. Ministerstvo Vooruzhennykh Sil - Ministère des forces armées (ministère mixte militaire et naval, de 1946 à l'été 1950).
- N.K.G.B. Narodny Komissariat Gossoudarstvennoïe-Biezopasnosti- Commissariat du Peuple à la Sûreté Nationale (organisme de sécurité d'état et de renseignements, février 1941 à juillet 1941; 1943 à 1946).
- N.K.O. Narodny Komissariat Oborony - Commissariat du Peuple de la Défense (commissariat militaire, marine exclue, 1934 à février 1946).
- N.K.V.D. Narodny Komissariat Vnoutrennykh Diel - Commissariat du Peuple pour les Affaires Intérieures (organe mixte de renseignements, de sécurité et de police, 1934 à février 1941; organe de police et paramilitaire de février 1941 à juillet 1941; mixte de nouveau de 1941 à 1943; organe de police et paramilitaire de 1943 à 1946).
- N.K.V.M.F. Narodny Komissariat Voyenno-Morskogo Flota - Commissariat du Peuple de la Marine Rouge (1938 à février 1946 lorsqu'il fut unifié avec le commissariat militaire).
- N.K.V.S. Narodny Komissariat Vooruzhennykh Sil - Commissariat du Peuple des Forces armées (commissariat mixte de l'armée et de la marine, février et mars 1946).
- O.G.P.U. Obiedinnoïe Gossoudarstvennoïe Politscheskoïe Upravlenie- Direction Politique de l'Etat Unifiée (organisation nationale mixte de sécurité et de renseignements, de 1923 à 1934). (Voir G.P.U.)
- O.O. Osobyy Otdel - Section Spéciale (unités de contre-espionnage des forces armées sous le N.K.V.D., juillet 1934 à mai 1943; maintenant unités de contre-espionnage des forces armées dans le K.G.B.).
- P.C.U.S. Parti communiste de l'Union Soviétique.
- R.K.K.A. Rabotche-Krestyanskaya Krasnaya Armiya - Armée Rouge des Travailleurs et des Paysans (titre de l'Armée Rouge d'environ 1918 à 1940).

SECRET

R.S.F.S.R.	Rossiyskaya Sovetskaya Federativnaya Sotsialisticheskaya Respublika - République Socialiste Fédérative soviétique de Russie (république russe fédérée dans l'U.R.S.S.).
R.U.	Razvedyvatelnoïe Upravlenie - Direction des Renseignements (désignation habituelle de la direction des renseignements militaires)
R.U. Gcht N.K.O.	R.U. Generalnyy Chtab N.K.O. - Direction des Renseignements de l'Etat-major du Commissariat populaire de la Défense (direction des renseignements militaire de 1934 à 1942).
"Smerch"	"Smert Chpionam" - "Mort aux Espions" (désignation courante pour la direction de contre-espionnage des forces armées quand cette dernière était G.U.K.R. N.K.O., 1943 à 1946.).
SOVNARKOM	Sovet Narodnykh Komissarov - Conseil des Commissaires du Peuple (1918 à 1946 lorsqu'il fut remplacé par le Conseil des Ministres).
S.T.O.	Sovet Truda i Oborony - Conseil du Travail et de la Défense (1934 à 1941).
Tchéka	Vserossiyskaya Tchrezvychainaia Komissiya po Borbe s Kontr-Revolutsiei, Sabotazhem i Spekulyatsiyey - Commission Extraordinaire pan-russe pour combattre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation (organisme de sécurité d'état de 1917 à 1922).
V.M.	Voyennye Ministerstvo - Ministère de la Guerre (ministère militaire, marine exclue, d'été 1950 à Mars 1953).
V.M.M.	Voyenno-Morskoye Ministerstvo - Ministère de la Marine (d'été 1950 à mars 1953).

CHAPITRE I

Histoire et Développement des Services de renseignements de l'Union Soviétique.

Introduction

L'Union Soviétique a amené l'espionnage au niveau le plus élevé et lui a donné la plus grande étendue qui soit dans l'histoire des services de renseignements. L'effectif du personnel travaillant dans les services de renseignements et les fonds qui leur sont alloués sont deux des secrets les plus étroitement gardés de l'U.R.S.S. Cependant il y a des preuves manifestes que le budget et l'effectif du personnel sont tous deux plus élevés que ceux de n'importe quelle autre nation.

Il existe deux services soviétiques de base, un service de renseignements au Ministère de la Guerre et un service de renseignements et de sécurité civil. Les deux services ont conservé certains traits caractéristiques de structure et de méthodes d'opération malgré de nombreux changements de titre et d'organisation. Le service de renseignements au Ministère de la Guerre est tout à fait typique, excepté qu'il opère à une échelle plus étendue que la plupart de ceux d'autres nations. Son objectif est de recueillir tous les renseignements concernant les armées des nations hostiles à l'U.R.S.S., y compris des renseignements politiques, économiques et scientifiques. Le service de sécurité a son origine dans la police secrète des Tsars et conserve encore aujourd'hui le même caractère fondamental, c'est-à-dire que son objet est de servir d'appui et de protection au groupe régnant, autrefois la famille impériale, et aujourd'hui le Parti communiste de l'Union Soviétique. En vue de remplir cette fonction, le service de sécurité contrôle le peuple de l'Union Soviétique par les systèmes d'informateurs, d'arrestations clandestines, de camps de travaux forcés, de prisons, de tortures et d'exécutions. Il protège et favorise la sécurité et les ambitions soviétiques en dehors de l'U.R.S.S. par des réseaux de renseignements. La différence entre le service actuel de sécurité et la police secrète tsariste se trouve dans le fait que les intérêts du Parti communiste couvrent le monde entier et dans l'ambition de ce Parti d'étendre l'autorité communiste soviétique partout dans le monde. C'est cette ambition qui est la cause de l'expansion des réseaux de renseignements internationaux pour les deux services, et c'est elle qui leur a donné plus d'intensité.

SECRET

Le service de sécurité et le service de renseignements militaire ont toujours été rivaux dans leur lutte pour la suprématie bureaucratique. Le service de renseignements militaire tout naturellement, a eu la prépondérance pendant la Deuxième guerre mondiale. A l'heure actuelle, le service de sécurité est celui qui dirige le contre-espionnage au sein des forces armées de l'Union Soviétique et en vertu de ce pouvoir exerce un certain contrôle sur le personnel du service de renseignements militaire. L'équilibre exact des pouvoirs des deux services depuis la réorganisation de mars 1954 n'est pas encore connu. La compétition entre les deux et la domination de l'un par l'autre reflète en général la lutte pour le pouvoir qui existe aux échelons supérieurs du gouvernement soviétique.

L'épuration de Lavrentiy Béria et toutes les épurations précédentes y compris les exécutions et les arrestations en masse des années 1936-1939 montrent bien la méfiance et la peur chronique qui caractérisent le régime soviétique et ses services de renseignements. Le service de sécurité a servi chaque fois à faire tomber une clique et a subi à son tour un renversement du personnel supérieur à chaque vague successive d'arrestations. Le service de renseignements militaire et le corps des officiers de l'armée soviétique fut presque complètement décimé au cours des épurations de 1936-1939. Cependant malgré les changements de chefs et le fait que l'équilibre du pouvoir varie constamment entre les deux services, la fonction fondamentale qui consiste à recueillir des informations est accomplie de façon effective et professionnelle. Ce serait une leurre de croire que ces querelles intestines ont affaibli ou affaibliront l'effort des Soviets de recueillir des renseignements; cet effort ne fait qu'augmenter et présente une menace sans rémission à toutes les nations hors de l'orbite soviétique.

Précis d'histoire des services de renseignements de l'Union Soviétique.

A. Prédécesseurs de la Commission de Sécurité de l'Etat.

Pour comprendre la structure, la capacité et les méthodes d'action des services de renseignements de l'Union Soviétique, il faut connaître un peu leurs antécédents historiques. En décembre 1917, "Pravda" annonça la création d'une force de police du nom de Tchéka (Vserossiskaya Tchrezvychainaia Komissiya po Borbe s Kontr-Revolyutsiyey Sabotazhem i Spekulyatsiyey - Commission extraordinaire, pan-russe pour combattre la contre-révolution, le Sabotage et la Spéculation). La Tchéka fut organisée de la section contre-

SECRET

SECRET

révolutionnaire de l'ancien comité révolutionnaire militaire du Soviet de Pétrograd et fut établie surtout en vue de protéger le jeune régime bolchévique contre ceux qui auraient voulu le renverser. D'après ce que l'on sait, la "Tchéka" doit son existence à un décret du Conseil des Commissaires du Peuple (Sovnarkom-Sovet Narodnykh Komissarov) le corps dirigeant du gouvernement bolchévique. Le nouveau service de police avait pour fonctions de faire des enquêtes, de faire des arrestations, et d'ordonner des exécutions. La "Tchéka" dépendait directement du "Sovnarkom".

Felix Edmondovitch Dzerjinskiy avait paraît-il recommandé l'établissement de la "Tchéka" et devint son premier chef, poste qu'il garda jusqu'à sa mort en 1926. Dzerjinskiy était Polonais, de noble naissance; il était devenu révolutionnaire et avait passé dix ans dans les prisons du Tsar où il avait attrapé la tuberculose. On l'a décrit comme étant intensément égotiste, sans merci, brillant dans les opérations d'espionnage, et particulièrement apte à tirer des confessions des prisonniers. La "Tchéka" utilisa les services de plusieurs agents et officiers de l'"Okhrana", l'ancienne police secrète du Tsar. Les postes supérieurs de l'organisation étaient occupés surtout par des Polonais, probablement à cause de l'influence de Dzerjinskiy. Le second groupe dominant était composé de Juifs, avec relativement peu de Russes, d'Ukrainiens et de Blancs-Russes dans les rangs. Comme il a été dit plus haut, la nouvelle police de sécurité fut organisée surtout pour fonctionner en l'Union Soviétique, pour réprimer et exterminer toute opposition au régime bolchévique. Cependant un type d'opération de renseignements à l'étranger, instituée de bonne heure dans sa carrière (date exacte inconnue) fut la surveillance des émigrés russes qui constituaient croyait-on une menace sérieuse au nouveau gouvernement. En 1921 fut fondée la première sous-section étrangère (Inostrannoye Otdeleniye, plus tard Section Etrangère, Inostranny Otdel, I.N.O.). Sa fonction principale était d'obtenir des renseignements militaires, naval, politiques et économiques sur les pays étrangers.

On sait relativement peu sur la force de la "Tchéka". Elle avait probablement hérité ses méthodes d'opération et ses techniques d'entraînement de l'"Okhrana" (tsariste) et du service de renseignements polonais pour lesquels un grand nombre des membres de la "Tchéka" avait travaillé. On sait que la "Tchéka" comportait les sections subordonnées suivantes:

SECRET

SECRET

Sous-section étrangère

Section opérationnelle

Section économique - s'occupant des offenses industrielles, particulièrement le sabotage, la corruption, la contre-faction et la contrebande.

Section des transports - traitant des offenses mettant en danger la sûreté et la capacité du système de transport.

Contre-espionnage dans l'Armée Rouge.

Service Secret - chargé de détecter les tendances contre-révolutionnaires dans la population de l'U.R.S.S.

Depuis la date de la fondation de la Tchéka jusqu'au 6 février 1922, le régime bolchévique s'occupa de consolider sa position et sa puissance. Au cours de ces cinq années réigna la guerre civile et le désordre qui en résulta. Dans ces conditions, la Tchéka opéra sans frein et devint un symbole de terreur dans la population. Le nouveau régime s'établissant fermement en février 1922, la Tchéka fut ostensiblement abolie et une nouvelle organisation apparut - la Direction Politique de l'Etat (Gossoudarstvennoïe Polititcheskoïe Upravlenie - Guépéou). Cette dernière en réalité ne fit qu'absorber la Tchéka. Une des raisons du changement de nom dut être un effort pour dissiper la terreur éprouvée dans le peuple pour la Tchéka. En 1923, les républiques soviétiques s'unirent en fédération et le Guépéou devint la Direction Politique Unifiée de l'Etat (Obiedinnoïe Gossoudarstvennoïe Politischeskoïe Upravlenie - O.G.P.U.). Les branches locales des diverses républiques gardèrent la désignation de Guépéou. En 1926, trois ans après la fondation de l'O.G.P.U., Dzerjinskiy mourut. Vyacheslav Rudolfovich Menjinskiy devint le nouveau chef de l'O.G.P.U.)

Menjinskiy, comme Dzerjinskiy, était issu de la noblesse polonaise. Il avait servi de sous-chef à Dzerjinskiy quand celui-ci était à la tête du service de sécurité. C'était un homme indolent, soit par nature, soit du fait de sa mauvaise santé, et le bruit courut que Staline l'avait choisi pour prendre la direction de l'O.G.P.U. parce qu'il serait facile à mener. Menjinskiy souffrait d'angine, d'asthme bronchial et de quelque sorte de désordre nerveux. Il mourut en mai 1934; et bien que sa mort n'ait pas été une surprise, il est possible qu'elle ait été précipitée par une trop forte dose d'insuline. Pendant son temps comme chef du service, le vrai pouvoir fut exercé par ses deux sous-chefs, Genrikh Grigoryevich Yagoda et Mikhail Trilliser.

En juillet 1934, peu après la mort de Menjinskiy, le service de sécurité changea encore une fois de nom et devint le Commissa-

SECRET

SECRET

riat du Peuple pour les Affaires Intérieures (Narodnuy Komissariat Vnoutrennykh Diel - N.K.V.D.). L'ancien O.G.P.U. s'était révélé comme le même instrument de terreur que la Tchéka. Le changement de nom peut avoir été amené soit par une agitation intérieure soit par une condamnation mondiale. L'U.R.S.S. cherchait à entrer dans la Société des Nations à cette époque, et par conséquent une désapprobation étrangère peut avoir eu de l'influence. Les services de renseignements et de contre-espionnage se fusionnèrent en Haute Direction de la Sécurité d'Etat (Glavnoïe Upravlenie Gossoudarstvennoï Biezopasnosti - G.U.G.B.), N.K.V.D. Le N.K.V.D. comprenait également les directions importantes suivantes:

- La Haute Direction des Troupes Frontières (Glavnoïe Upravlenie Pogranichnykh Voysk - G.U.P.V.)
- La Haute Direction des Milices des Travailleurs et des Paysans (Glavnoïe Upravlenie Rabotche-Krestyanskoy Militsii - G.U.R.K.M.)
- La Haute Direction des Camps (Glavnoïe Upravlenie Kontsentsatsionnykh Lagerey - G.U.L.A.G.)
- La Haute Direction des Prisons (Glavnoïe Tyuremnoye Upravlenie - G.T.U.)

Quel que soit le nom, le service de sécurité remplit les mêmes fonctions. On effectua un petit changement technique; alors que l'O.G.P.U. et la Tchéka faisaient les enquêtes, passaient les jugements et les exécutaient sans s'occuper des organes judiciaux normaux de l'U.R.S.S., le N.K.V.D. reçut l'ordre de transmettre le résultat de ses investigations à la cour appropriée qui devait passer jugement. Cependant, on peut supposer sans crainte de se tromper que la cour suivait toute recommandation faite par le N.K.V.D.

Le premier commissaire du peuple du N.K.V.D. fut Genrikh Gregoriyevich Yagoda qui avait été sous-chef sous Menjinskiy. Yagoda était Juif, et pendant qu'il était au pouvoir, la plupart des postes supérieurs de la N.K.V.D. furent occupés par ses coreligionnaires. Au commencement de 1936, Staline commença ses épurations infâmes, évidence la plus marquante et la plus sanguinaire de la méfiance, peur et suspicion chroniques qui marquent la domination soviétique. Les premières épurations eurent lieu dans les rangs du N.K.V.D. même et sous la direction de Yagoda. On a décrit ce dernier comme un illettré à l'esprit obtus qui était proche de Staline et un instrument parfait pour exécuter les ordres du dictateur. En septembre 1936 Nikolay Ivanovich Yejov, Président de la Commission de Contrôle du Parti depuis 1935, fut mis à la tête du N.K.V.D. Yagoda disparut, et de concert avec sa disparition on estime que 60% des fonctionnaires du N.K.V.D. furent arrêtés, emprisonnés,

SECRET

SECRET

ou fusillés. Pendant la période où Yejov fut à la tête du N.K.V.D., un million de personnes aurait été arrêté. Quels que soient les chiffres exacts, le personnel du N.K.V.D. changea presque complètement et les grades supérieurs de l'Armée Rouge furent décimés. Yagoda parut en mars 1938 au banc des accusés au troisième procès à côté de Boukharine, Rykov, Restinskiy et Rakovskiy, tous les quatre bolchévistes renommés de longue date et amis intimes de Lénine. Yagoda fut accusé d'avoir été le complice d'hommes qu'il avait en réalité torturés et exécutés. Yejov, qui, sous les ordres de Staline, avait causé la mort d'environ un million de personnes, fut expédié lui-même vers la fin de 1938, et Lavrentiy Pavlovich Béria le remplaça à la tête du N.K.V.D. Béria était précédemment Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste en Géorgie, la république natale de Staline. Inutile d'ajouter que le personnel du N.K.V.D. présenta bientôt un tableau différent; les Juifs n'occupèrent plus les postes supérieurs; les Géorgiens et les Arméniens furent enrôlés en grands nombres.

En février 1941, la direction du service de renseignements ayant gagné en ampleur et en importance, il devint nécessaire d'en faire un commissariat indépendant - le Commissariat du Peuple de la Sécurité d'Etat (Narodny Komissariat Gossoudarstvennoïe-Biezopasnosti - N.K.G.B.) Le premier directeur fut le commissaire Vsevolod Nikolayevich Merkulov. Le nouveau commissariat ne dura pas longtemps. L'attaque allemande sur l'U.R.S.S. en juin 1941 est presque certainement la cause de la réintégration du N.K.G.B. au sein du N.K.V.D. La guerre poussa le service de renseignements militaire au premier plan, comme étant le service le plus important. La pression allemande diminuant en mai 1943, le commissariat du service de renseignements fut rétabli une fois de plus avec le titre de N.K.G.B., et Merkulov réinstallé comme directeur. Merkulov était Géorgien, né vers 1900. Son origine sociale est obscure, mais on parle de lui comme d'un homme éduqué et cultivé. Au commencement de la révolution bolchévique, Merkulov s'est trouvé étroitement associé à Béria à Tiflis. Après la révolution, il fut membre de la "Tcheka" et fonctionnaire du Parti communiste en Géorgie. En 1938 Béria fit venir Merkulov à Moscou pour servir dans la section de Moscou du service de sécurité. Autant qu'on puisse s'en rendre compte, Merkulov était un protégé de Béria, et sa nomination de directeur du N.K.G.B. avait certainement l'approbation de Béria, si elle n'était pas l'œuvre de Béria lui-même.

Lavrentiy Pavlovitch Béria, né dans un petit village de la R.S.S. de Géorgie en 1899 était le fils de paysans très pauvres.

SECRET

SECRET

Il s' enrôla dans la révolution bolchévique en 1915 alors qu'il était encore à l'école secondaire. De 1915 à 1921, il travailla avec des groupes clandestins organisant et fomentant des révoltes armées contre les gouvernements locaux qui n'étaient pas en sympathie avec les Bolchévistes. Sa carrière dans la police de sécurité commença en avril 1921 et s'acheva en juin 1953, alors qu'il était devenu l'un des hommes les plus puissants de l'U.R.S.S. Béria et Staline étaient tous deux Géorgiens. A l'époque des épurations, 1936 à 1939, Staline avait montré qu'il se méfiait du service de sécurité et de l'Armée Rouge en faisant arrêter et exécuter la plupart des officiers. Il n'avait, paraît-il, aucune confiance dans les Russes, les Ukrainiens ou aucune des nations qui avaient antérieurement dominé le domaine de la sécurité et de l'armée. Cette méfiance lui laissait peu de choix en dehors de son propre peuple, les Géorgiens ou Caucasiens. C'est dans ces conditions que Béria arriva à un rang éminent comme l'homme de confiance de Staline et le chef du service de sécurité. On a décrit Béria de diverses façons: un vandale; le plus impitoyable membre de la clique dirigeante soviétique; un tyran à poigne de fer; un très habile officier du service de renseignements; un homme très bien entraîné à la doctrine et la dialectique communiste et très compétent en ces matières. Tous les rapports sont d'accord pour dire que lui et Staline étaient dans tous leurs rapports aussi proches que des frères. Béria avait été le président adjoint du Conseil des Commissaires du Peuple, "Sovnarkom", depuis novembre 1941. Chacun des dix présidents-adjoints du "Sovnarkom" avait la responsabilité d'un ou plusieurs commissariats autre que celui qu'il dirigeait. Béria était commissaire du N.K.V.D. et avait de plus la surveillance de N.K.G.B. Ainsi de 1941 à 1946, Béria eut sous son contrôle la sécurité intérieure et le service de renseignements extérieurs en vertu de l'autorité dont le "Sovnarkom" l'avait investi. Béria devint en 1946 membre du Politburo, et fut la même année remplacé au Commissariat du Peuple pour les Affaires Intérieures, N.K.V.D., par le général de corps d'armée (Gen. Polk.) Serguei Nikiforovitch Krouglov. En mars de la même année, il fut décidé d'abolir le terme "commissariat" et de le remplacer par "ministère". Cette décision peut être due au fait que l'U.R.S.S. était de plus en plus mêlée à la politique internationale et désirait abolir les titres qui rappelaient la révolution bolchévique. Le N.K.V.D. devint le M.V.D.; le N.K.G.B. devint le M.G.B.

De janvier 1946 à mars 1953, Béria ne fut officiellement à la tête ni du service de sécurité intérieur, M.V.D., ni du service de renseignements, M.G.B. Merkulov, le protégé de Béria, était

SECRET

SECRET

ministre du M.G.B., et Krouglov resta ministre du M.V.D. Le général de corps d'armée Viktor Semenovitch Abakoumov remplaça Merkoulov en août 1946 comme directeur du M.G.B. On donna à Merkoulov un poste subalterne dans l'Administration Soviétique des Biens à l'Etranger.

On sait peu de l'origine d'Abakoumov, mais on dit qu'il venait de la région du Don. Il naquit vers 1910 et avait nettement pris rang parmi les officiers du service de sécurité dès 1936. Pendant les épurations de 1936-1939 il travailla à Rostov, et apparut ensuite comme chef du contre-espionnage des forces armées, ce qui constituait à l'époque un directorat du service de sécurité. Abakoumov était un homme agressif et ambitieux qui profita largement de sa situation pour accumuler des villas luxueuses, des automobiles et des maîtresses. Il ne faisait pas partie de la coterie de Béria et cultivait Staline, avec assez de succès, s'efforçant de déjouer les plans de Béria. Quand Staline nomma Abakoumov comme directeur du M.G.B., celui-ci s'empressa de révoquer les officiers supérieurs qui avaient été nommés par Merkoulov, sous la direction de Béria, et de donner les postes à ses amis de la direction du contre-espionnage de l'armée.

Abakoumov disparut en juillet 1951. Son ascension et sa chute sont typiques des intrigues et de la concurrence acharnée auxquelles se livrent les chefs des services de renseignements soviétiques, et par conséquent valent la peine qu'on les étudie un moment. Abakoumov, comme il a été dit ci-dessus, n'était pas parmi les protégés de Béria. Cette constatation ressort du fait qu'il remplaça un des amis les plus proches de Béria comme chef du service de sécurité, et des agissements qui mirent fin à sa carrière. Staline aurait nommé Abakoumov pour qu'il puisse contrôler plus étroitement Béria, l'homme qui était semble-t-il aussi proche de Staline qu'un frère. Pendant que Merkoulov était en charge, Béria exerçait encore un certain contrôle sur le M.G.B. bien qu'il n'ait plus été techniquement responsable du ministère. Après la nomination d'Abakoumov, les protégés de Béria, surtout des Géorgiens, furent évincés.

C'est pendant la période où Abakoumov était à la tête de la direction du contre-espionnage de l'armée qu'il avait attiré l'attention de Staline et gagné sa confiance. Bien que cette direction ait fait partie du N.K.V.D. il fut pendant la Deuxième guerre mondiale placé au sein du Commissariat de la Défense, et son directeur faisait ses rapports directement à Staline. Grâce à son réseau de contre-espionnage, Abakoumov découvrit paraît-il

SECRET

des preuves de corruption, de pillage et de mercantilisme dans le ministère des Forces Aériennes. Il en résulta les arrestations habituelles. Abakoumov atteint Béria en passant par l'ami de celui-ci Merkulov qui était alors chef du service de la sécurité et responsable du contrôle d'abus de ce genre; il atteint également Malenkov, le membre du Comité d'Etat de la Défense sous la surveillance duquel était l'aviation. Abakoumov, un vieux loup de la Tchéka et passé maître en fait d'intrigues, découvrit probablement le scandale plus pour avancer sa propre carrière que pour raisons politiques. Toujours est-il qu'il se fit deux ennemis puissants. En 1951 l'occasion d'user de représailles se présenta par l'intermédiaire d'un des subalternes d'Abakoumov, le lieutenant colonel Vassili Ryumine, investigateur en chef de la Section d'Investigation des Cas Très Importants. On dit que ce dernier avait pris son chef en grippe quand Abakoumov avait refusé à Ryumine la permission de prendre un congé. Ryumine avait entre les mains le rapport d'une doctoresse de l'hôpital du Kremlin qui accusait les docteurs en chef de faire des diagnostics incorrects et de prescrire des traitements nocifs aux membres du Politburo. Ryumine avait paraît-il passé le rapport à Abakoumov, qui interrogea l'un des docteurs ou le fit interroger par des officiers de sécurité. Le docteur nia toute l'histoire, mais serait mort à la suite de l'interview. Abakoumov donna à Ryumine l'ordre d'abandonner le cas sous prétexte que c'était trop délicat et pourrait facilement pétarder. Ryumine, espérant semble-t-il favoriser sa propre carrière et peut-être poussé par les ennemis d'Abakoumov, alla droit à Staline. Le cas contre les docteurs du Kremlin ne fut exploité de façon politique par le gouvernement soviétique qu'en 1953. Cependant, il servit en 1951 à ruiner Abakoumov. On l'accusa également d'être dégénéré; d'agir de façon à miner l'autorité de l'U.R.S.S.; de ne pas voir clair dans les opérations et de les conduire sans compétence; de ne pas être au courant des éléments ennemis dans l'U.R.S.S., etc. Abakoumov avait certainement profité de son poste pour vivre une vie somptueuse, pratique générale aux échelons supérieurs du gouvernement soviétique. Cependant une source bien informée l'a décrit comme l'un des directeurs les plus intelligents et les plus capables du service de sécurité.

Pendant qu'Abakoumov était à la tête du M.G.B., une disposition fut prise réduisant l'autorité du M.G.B. et l'étendue de ses opérations des renseignements à l'étranger. Le K.I. fut établi, c'est-à-dire le Comité d'Information pour le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. (Komitet Informatsii pri Sovete Ministrov S.S.S.R.). Le K.I., formé en octobre 1947, comprenait des unités des services

SECRET

de renseignements des Ministères de la Guerre et de la Marine, des unités du Ministère des Affaires Etrangères et du service de sécurité, toutes s'occupaient des opérations de renseignements. Le Comité faisait ses rapports directement au Conseil des Ministres; il n'était subordonné à aucun autre bureau et travaillait indépendamment. Par conséquent, le M.G.B. se trouva privé de toute responsabilité de recueillir des renseignements à l'étranger et garda seulement les fonctions de contre-espionnage de la Colonie Soviétique et des groupes émigrés, ainsi que son système de "conseillers" auprès des satellites soviétiques.

Poursuivant "l'Affaire des Docteurs du Kremlin", Ryumine fut promu chef de la Section d'Investigation des Cas Très Importants, et la doctoresse qui avait formulé l'accusation originelle contre les docteurs fut décorée de l'Ordre de Lénine. Beaucoup d'officiers qui avaient servi sous Abakoumov furent révoqués quand ce dernier disparut, et un nouveau groupe fut nommé. En janvier 1953, "l'Affaire des Docteurs" fut divulguée par le gouvernement soviétique et servit de prétexte à une campagne anti-sémitique, anti-israélite, et anti-occidentale. En avril 1953, après la mort de Staline et la nomination de Béria comme Ministre de l'Intérieur, le gouvernement soviétique annonça que l'arrestation des docteurs était un crime commis contre l'U.R.S.S. par Ryumine, l'"aventurier criminel". Ryumine subit l'épuration pour avoir arrêté les docteurs, alors qu'Abakoumov l'avait ostensiblement subie pour ne pas les avoir arrêtés. Abakoumov fut exécuté vers la fin de 1954, après un jugement où on l'accusa d'avoir commis de nombreux crimes d'état. Ryumine aurait été libéré vers la fin de 1953, mais vers le milieu de 1954 il fut condamné et exécuté.

Quant au M.G.B., le général de division (Gen.Leyt.) Serguei Ivanovitch Ogoltsov, ministre adjoint du temps d'Abakoumov, remplit les fonctions de Ministre d'environ juillet à septembre 1951, quand Semen Denisovitch Ignatiev fut nommé ministre. Ignatiev avait fait partie de la commission choisie par Staline pour faire une enquête sur le M.G.B. après le rapport de Ryumine sur les docteurs du Kremlin. Les autres membres du comité étaient Malenkov, Boulganine et Béria. Avant cela, Ignatiev était en charge de la Section Administrative du Comité Central du Parti communiste. Ignatiev aurait travaillé dans l'appareil du Parti communiste depuis 1935. Il avait servi de secrétaire depuis 1935. Il avait servi de secrétaire pour le Comité Central de la République autonome soviétique de Bachkirie et pour le Comité Central de la Biélorussie. Ignatiev aurait été l'un des protégés de Malenkov. A l'époque où il fut

SECRET

nommé Ministre du M.G.B., il n'avait pas eu d'expérience dans le travail des renseignements, bien qu'il se soit paraît-il trouvé mêlé à une enquête sur les éléments juifs du Parti communiste qui pourrait être considérée comme un genre d'enquête de sécurité. Selon une source, Ignatiev était à la fois ignorant et incompétent comme ministre du M.G.B. Il fut démis de ses fonctions et renvoyé du Comité Central lorsqu'en avril 1953 Béria renversa la décision du gouvernement au sujet des docteurs. Ignatiev fut renvoyé à la République autonome de Bachkirie pour y réorganiser l'appareil du Parti, puni avec plus de clémence que Ryumine qui fut emprisonné.

Environ deux semaines après la mort de Staline le 5 mars 1953, le M.G.B. fit fusion avec le M.V.D. et le ministère qui en résulta reçut la désignation de M.V.D. Béria, nommé ministre du service de sécurité nouvellement coordonné, obtint ainsi contrôle du service de renseignements et de sécurité intérieure et extérieure. Le sous-ministre était Krouglov qui avait rempli les fonctions de ministre du service de sécurité intérieure, M.V.D., depuis 1946. Aussitôt après sa nomination, Béria aurait réorganisé le service sur une grande échelle, remplaçant un personnel expérimenté par des individus dont la loyauté personnelle était sans question. Ces faits et gestes qui semblaient indiquer l'intention de développer sa propre puissance et d'affermir sa position furent amenés à l'attention du Comité Central qui comprenait Malenkov, Molotov, Khrouchtchev, etc. C'est, paraît-il, Krouglov qui aurait été chargé de rapporter les actions de Béria au Comité Central. Ce dernier fut arrêté en juin 1953 et plus tard exécuté. Le service de sécurité subit une autre épuration au cours de laquelle disparurent tous les officiers qui avaient supporté Béria ou étaient soupçonnés de l'avoir fait. Krouglov remplaça Béria comme ministre du M.V.D. Le ler février 1956 parut dans "Pravda" un bref entrefilet disant que "Le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. avait nommé N.P. Doudorov Ministre de l'Intérieur de l'U.R.S.S. (M.V.D.) en remplacement de S.N. Krouglov qui avait été relevé de ses fonctions". On sait que le nouveau chef du M.V.D., Doudorov, a travaillé dans l'appareil du Parti communiste de Moscou depuis 1952 et la nomination semble être l'œuvre du Parti. On ne croit pas que Doudorov ait eu auparavant quoi que ce soit à faire avec l'administration du M.V.D. Le sort de Krouglov et sa situation actuelle sont inconnus. Le 27 avril 1954, le Soviet Suprême approuva un décret, adopté par le Présidium du Soviet Suprême le 14 mars 1954, qui créait la Commission de la Sécurité Nationale (Komitet Gossoudarstvennoï Biezopasnosti - K.G.B.) subordonné au Conseil des Ministres. Le général de corps

SECRET

d'armée Ivan Alexandrovitch Sérov fut nommé président du nouveau comité et simultanément fait membre du Conseil des Ministres. (Il a été récemment promu General Armii soit Général d'armée). Tout semble indiquer que le nouveau comité est responsable au moins des fonctions des renseignements et de contre-espionnage, à l'intérieur et à l'extérieur, qui étaient la responsabilité du M.V.D. sous Béria.

Les raisons et les manœuvres politiques qui ont motivé l'établissement de l'organisation actuelle des services de sécurité et de renseignements ne sont pas facilement discernées. Il semble que Béria soit devenu trop puissant et pour cette raison fut détruit. Il est logique que le service de sécurité coordonné tel que dirigé par Béria dut aussi être changé, soit à cause de sa connexité avec lui ou parce qu'il constituait un service trop important et avait trop d'influence pour être sous la direction d'un seul homme. La réduction du M.V.D. et la création du K.G.B. devrait permettre un meilleur fonctionnement du système, car le service coordonné a dû être peu facile à manier par un seul homme. Le fait que le nouveau K.G.B. dépend du Conseil des Ministres donne au Parti, à son tour, plus de contrôle sur le comité. Des conjectures, probablement bien fondées, ont attribué au nouveau comité les sous-sections suivantes (antérieurement parties du M.V.D.): direction chargée des opérations des renseignements étrangers; direction chargée du service de sécurité de l'armée et du contre-espionnage; directions chargées du contre-espionnage intérieur comprenant la population soviétique et les efforts par des puissances étrangères de recueillir des renseignements en Union Soviétique. Le M.V.D. actuel, qui a gardé son rang ministériel, doit sans doute être responsable des unités paramilitaires variées - à savoir: troupes-frontières, troupes-intérieures et milices - ainsi que des prisons et des camps de prisonniers.

B. Haute Direction de Renseignements du Ministère de la Guerre. (G.R.U.)

Au moment où il fut organisé, le 23 février 1918, l'état-major de l'Armée Rouge des Travailleurs et des Paysans (R.K.K.A.) comprenait une Troisième Section pour les renseignements militaires et le contre-espionnage. L'état-major de la R.K.K.A. faisait partie à cette époque du Commissariat du Peuple pour les Affaires militaires et navales qui était lui-même subordonné au Conseil de Guerre Révolutionnaire. La Troisième Section devint en 1921 la Direction de Renseignements (Razvedyvatelnoye Upravlenie - R.U.)

SECRET

SECRET

et c'est l'appellation que reçut la Deuxième Direction de l'Etat-major Général de l'Armée Rouge. Plus tard, en 1925 ou en 1926, la direction de renseignements devint la Quatrième Direction. Malgré ces changements de dénomination, la direction de renseignements militaire est généralement désignée par les initiales R.U. ou G.R.U. (depuis juin 1942) par toutes les personnes qui y sont associées ou qui ont connaissance de ce service.

Le général Ian Berzine (connu aussi sous le nom de Ivan Karlovitch Berzine), Lettonien et directeur du service de renseignements militaire de l'Union Soviétique depuis les premières années 1920 jusqu'en 1935, est celui qui organisa et établit ce service. Berzine, de plus, avait choisi son personnel parmi les officiers les plus doués de l'Armée Rouge et de la Marine. Cette façon de procéder changea en 1934 lorsque l'assujettissement politique à Staline devint, au lieu de compétence, le critère d'un officier du service de renseignements militaire. Berzine fut en charge près de quinze ans et fut le principal bastion des renseignements militaires résistant continuellement aux efforts du service de sécurité pour empiéter sur le service de renseignements militaire et en prendre le contrôle. En 1935 Berzine fut transféré du quartier général du R.U. à un poste en Extrême-Orient, comme conséquence d'une intrigue menée avec succès par Yagoda, alors sous-chef, et plus tard chef du service de sécurité. Vers 1937 Berzine fut de nouveau transféré, cette fois-ci en Espagne comme Conseiller Militaire Russe en chef auprès des forces loyalistes.

Vers novembre 1934, le Conseil de Guerre Révolutionnaire fut aboli. Le Conseil était l'instrument qui avait permis au Parti de contrôler le haut commandement et comme tel s'était occupé des questions de politique et avait pris toutes les décisions importantes. Le Conseil du Travail et de la Défense (S.T.O.) remplaça le Conseil de Guerre Révolutionnaire. Le S.T.O. servit d'intermédiaire entre le service de renseignements militaire et les autres organisations gouvernementales. La réorganisation n'affecta pas matériellement les fonctions du R.U. excepté pour en changer le nom en Direction de Renseignements de l'état-major général du Commissariat populaire de la Défense (R.U. GCnt N.K.O.).

La tactique de Staline qui consistait à opposer un homme à un autre homme et un service à un autre service se voit clairement dans l'histoire des services de renseignements militaire et des services de sécurité. Il est évident que Staline permit au service de sécurité de l'emporter, de sorte qu'en 1938 le R.U. était subor-

SECRET

donné au service de sécurité. Berzine et son successeur, S.P. Ouritskii (à ne pas confondre avec Moses Ouritskii, premier directeur de la "Tchéka" de Pétrograd) avaient été liquidés dans les épurations. Leurs associés les plus intimes, leurs chefs de section, et beaucoup d'officiers parmi les plus capables et les plus expérimentés du service des renseignements militaire furent exécutés. Yejov, chef du service de sécurité, fut nommé directeur du R.U. La section de renseignements navale fut séparée du service de renseignements militaire et constituée en R.U. de l'Etat-major naval du Commissariat du Peuple de la Marine. Lorsque Yejov fut exécuté, victime des épurations qu'il avait lui-même dirigées, un nommé Proskourov le remplaça comme directeur du service de renseignements militaire. Sous la direction de Proskourov, sur lequel on sait peu, le service des renseignements militaire continua à décliner en prestige et en valeur. La guerre Russo-finnoise révéla aux chefs du Parti et à Staline l'inefficacité des renseignements militaires soviétiques. Quand la campagne contre la Finlande était encore au stade d'organisation, Proskourov informa le chef soviétique de l'Etat-major général que l'U.R.S.S. pourrait conquérir la Finlande en dix-huit jours. La lutte commença en automne 1939 et le traité de paix fut signé en mars 1940. Quand l'Armée Rouge entra en Finlande, on s'aperçut que les cartes fournies par le R.U. étaient périmées, inexactes et incomplètes.

Après le fiasco de la campagne de Finlande les chefs du Parti décidèrent de rendre de la vitalité et de la force au service de renseignements militaire. Au même moment un chef du Parti d'un grade élevé et en qui ils avaient confiance fut nommé pour servir de coordinateur de tous les services de renseignements soviétiques. Ce fut Georgi Malenkov, chargé personnellement du contrôle et de la surveillance générale des deux services de renseignements en 1940. Il existe des preuves considérables que Malenkov s'intéressait beaucoup au service de renseignements militaire et défendit avec succès le R.U. contre le service de sécurité. Comme il avait été nommé par Staline pour être l'autorité en matière de renseignements, ses décisions pesaient plus que celle de Béria et autres partisans du service de sécurité.

Pendant l'été de 1940, le général de division (plus tard promu général de corps d'armée) Filip Ivanovitch Golikov fut nommé directeur du R.U., remplaçant Proskourov qui disparut pendant la campagne de Finlande. Golikov fut le premier d'une succession d'officiers supérieurs affectés à la direction du service de renseignements militaire plus pour leur loyauté politique que pour leur habi-

leté comme officiers de renseignements. Des nominations de ce genre sont le résultat direct du contrôle du Parti. Le R.U. avait été renommé Cinquième Direction à un moment donné pendant le terme de Proskourov; à partir de la nomination de Golikov jusqu'à environ juin 1942 la direction de renseignements militaire cessa d'avoir une désignation numérique, étant probablement connue seulement sous le nom de R.U. Une liaison de travail entre la direction de renseignements étrangers du service de sécurité (appelé alors I.N.U./G.U.G.B./N.K.V.D.) et le R.U. fut également établie à cette époque. Le général de brigade (Gen. Major) Alexandre Petrovitch Panfilov, l'adjoint de Golikov, en charge des opérations, servit d'officier de liaison. La liaison indiqua que le R.U. était sur le même pied que le service de sécurité, résultat direct de l'influence du Parti.

Peu après le commencement de l'invasion de la Russie par l'Allemagne, en juin 1941, le général Golikov fut relevé de sa direction et envoyé aux Etats-Unis et en Angleterre comme chef de la Mission Militaire soviétique. Panfilov succéda à Golikov comme directeur du R.U. Panfilov était ancien élève de l'Académie Militaire pour les Forces Moto-mécanisées et avait servi comme commissaire politique avec les unités de chars de l'Armée Rouge en Extrême-Orient et à Moscou. Il n'avait pas reçu d'éducation formelle ou d'entraînement doctrinaire communiste, mais était un communiste violent bien qu'illettré. Avant sa nomination, il s'était occupé exclusivement de travailler dans l'Armée Rouge pour le Parti et ne connaissait rien au travail de renseignements. On a décrit Panfilov comme étant cruel, surnois et incomptent; porté à l'alcool, à la vie luxueuse et aux femmes; en somme, commissaire typique de l'Armée Rouge. Il semble que Panfilov ait eu la confiance du Parti, mais qu'il n'ait pas été aimé de ses camarades officiers.

Les responsabilités supplémentaires amenées par la guerre eurent pour résultat l'expansion du service de renseignements militaire qui fut promu en juin 1942 à une haute direction (Glavnoïe Razviedyvatielnoïe Upravlenie - G.R.U.) et désigné officiellement comme Deuxième Haute Direction de l'Etat-major, titre qu'il porte encore aujourd'hui. Lorsque tous les commissariats furent changés en ministères en mars 1946, le Commissariat du Peuple de l'Armée (Narodny Komissariat Vnoutrennykh Sil - N.K.V.S.) devint naturellement le Ministère de l'Armée (Ministerstvo Vnoutrennykh Sil - M.V.S.). A ce moment-là, le général de corps d'armée Fédor Fédotovitch Kouznetsov était directeur du service de

renseignements militaire, ayant remplacé Panfilov au cours de 1943. Kouznetsov, ancien élève de l'Académie d'Etat-major, avait été amené dans le R.U. par Golikov en 1940 lorsque ce dernier en fut nommé directeur. Kouznetsov était chef de la section occidentale du bureau des opérations quand la seconde guerre mondiale éclata. Pendant la guerre il fut affecté à un corps d'armée, peut-être parce qu'on le préparait pour un poste plus important nécessitant le grade supérieur que le service actif apporterait. En 1949 le général d'armée Vladimir Vassilievitch Kourasov remplaça Kouznetsov comme directeur du service de renseignements militaire. Kouznetsov aurait été transféré à la Direction Politique centrale du Ministère de l'Armée en 1949. Pendant qu'il était à la tête de G.R.U., le Comité d'Information (K.I.) absorba temporairement le service de renseignements militaire, et Kouznetsov se trouva membre du personnel du K.I. Kourasov avait servi auparavant comme Commandant en chef et Haut Commissaire des forces d'occupation soviétiques en Autriche.

Le Ministère de l'Armée fut encore une fois divisé pendant l'été de 1950 en Ministère de la Marine (Voyenno-Morskoye Ministerstvo - V.M.M.) et Ministère de la Guerre (Voyennoye Ministerstvo - V.M.), les deux s'étant fusionnés en Ministère des forces armées pas plus tard que mars 1946. Le service de renseignements militaire soviétique devint la Deuxième Haute Direction de l'Etat-major du Ministère de la Guerre, alors que le service de renseignements naval fut organisé comme l'une des directions de l'Etat-major du Ministère de la Marine. Les renseignements se rapportant aux forces aériennes avaient toujours été compris dans le service de renseignements militaire et continuèrent à dépendre de la Deuxième Haute Direction. Un certain général Zakharov (peut-être le général Matvei Vassiliévitch Zakharov) occupa brièvement le poste de directeur du service de renseignements militaire après la division. Le général de division Mikhail Alexeiévitch Chaline fut nommé assistant de Zakharov; peu après, Zakharov fut transféré hors du service de renseignements militaire et Chaline fut nommé directeur (il a actuellement le rang de général de corps d'armée).

En mars 1953 le Ministère de la Guerre et le Ministère de la Marine se fusionnèrent encore une fois pour former le Ministère de la Défense (Ministerstvo Oborony - M.O.). Ce changement eut lieu après la mort de Staline. Au même moment, le M.V.D. et le M.G.B. se fusionnèrent en M.V.D. sous Béria. Le maréchal Nikolai Alexandrovitch Bouganine fut nommé ministre de la Défense. En 1954 le maréchal Joukov remplaça Bouganine comme ministre de la

SECRET

Défense quand ce dernier devint premier ministre. Également en 1953, le Présidium se prononça en faveur d'économies qui se firent sentir dans le service de renseignements militaire aussi bien que dans le service de sécurité, ce dernier déjà ébranlé par les épurations par suite de l'arrestation de Béria. A l'automne de 1953 la situation se trouva stabilisée. On a lieu de croire que les officiers qu'on était en train de transférer dans d'autres services ont été rendus au service de renseignements militaire et que de nombreux officiers qu'on avait rendus à l'armée active ont été rappelés dans le service. On suppose que le G.R.U. est revenu à son organisation complètement déployée telle qu'elle existait avant les mesures d'économies prises en 1953. Voir le tableau d'organisation No. 3.

C. Comité d'Information

La rivalité entre le service de renseignements militaire soviétique et le service de la sécurité d'état a eu comme résultat une duplication des efforts et une friction constante. Vers octobre 1947 le Comité d'Information auprès du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. (Komitet Informatsii pri Sovete Ministrov S.S.S.R. - K.I.) fut formé, en partie pour éliminer la friction et la duplication des efforts et en partie comme résultat des manœuvres politiques des chefs du Parti. Le K.I. devait réunir sous un seul chef les deux services de renseignements étrangers, en vue de concentrer et d'améliorer l'effort fait par les Soviets pour se procurer des renseignements. Le Comité dépendait directement du Conseil des Ministres et n'était sous la coupe d'aucun ministère.

Bien que la direction du service de renseignements étrangers du service de sécurité et la direction du service de renseignements militaire sont censées avoir été incorporées dans le K.I. sur un pied égalitaire, Staline permit au service de sécurité de prendre le dessus et de dominer le service de renseignements militaire. Inutile d'ajouter que le Ministère de l'Armée trouva cette situation intolérable, et vers 1948 ou 1949 le maréchal Boulganine, alors ministre de l'Armée, réussit à reprendre contrôle des directions des services de renseignements militaires et navals. Le service fut rendu au Ministère de l'Armée. Privé du service de renseignements militaire, le K.I. perdait la fonction de coordination pour laquelle il avait été fondé. Quelques mois plus tard tout ce qui restait du K.I. à l'exception de quelques organes des renseignements, fut transféré au M.G.B. Finalement, vers la fin de 1951, le K.I. fut dissout et ce qui restait de personnel fut rendu au M.G.B.

SECRET

SECRET

Le premier chef du Comité d'Information, connu aussi sous le nom de Comité Numéro Quatre, fut Viatcheslav Mikhaylovitch Molotov. Molotov garda ce poste jusqu'en 1949 lorsqu'il fut remplacé par Valerian Alexandrovitch Zorine. En 1950 Zorine fut remplacé par Andrei Yanuarievitch Vichinskii. Jakob Alexandrovitch Malik occupa également le poste de chef à un moment donné de l'existence du K.I. Chacun des quatre chefs était membre actif du Ministère des Affaires Etrangères et avait par conséquent peu de temps à consacrer au K.I. D'après ce qu'on en sait, les chefs s'intéressèrent au K.I. seulement en ce qui concerne les questions de politique et laissèrent le contrôle des opérations à leurs adjoints qui étaient des cadres du service de sécurité et des services de renseignements militaires.

La structure du Comité d'Information aurait compris à l'origine les directions et les principales sections indépendantes suivantes:

Première direction - responsable des opérations en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Deuxième direction - responsable des opérations en Europe occidentale.

Troisième direction - responsable des opérations dans le Proche Orient et l'Extrême Orient.

Quatrième direction - responsable des opérations "de couverture exceptionnelle" dans le monde entier (voir explication ci-dessous).

Cinquième direction - responsable de la collation, évaluation et diffusion des informations reçues des directions actives.

Section Scientifique et Technique - responsable de l'acquisition de renseignements scientifiques, technologiques et atomiques dans le monde entier.

Section d'Emigration - responsable des renseignements sur des groupes d'émigrés anti-soviétiques dans le monde entier et de la pénétration des groupes d'émigrés.

Section des Faux Renseignements - responsable de la diffusion des renseignements erronés à l'étranger.

Section des Délégations - cherchant à tirer au profit des renseignements le meilleur parti possible des voyages légaux des Soviets à l'étranger et de la présence légale d'étrangers dans l'Union Soviétique.

SECRET

Contrôle des services de renseignements soviétiques par le Parti

Depuis l'établissement du régime communiste dans l'U.R.S.S. le personnage le plus puissant dans l'Union Soviétique est le chef du Parti. De même l'organisme ayant le plus d'influence dans la structure du gouvernement soviétique est le Comité Central du Parti communiste de l'U.R.S.S. Ayant le maximum d'influence, le Comité Central, par l'intermédiaire de sa section administrative, est responsable de la nomination des ministres, des assistants, et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement. Ce contrôle effectué par le Parti est le seul facteur constant au sein de nombreuses réorganisations, déplacement de personnel, et changements de statut dans le gouvernement même, tout ceci ayant caractérisé le développement de la sécurité d'état soviétique et du service de renseignements militaire.

Avant de pouvoir prendre un poste dans la sécurité d'état, tous les candidats doivent être membres du Parti communiste, candidats à l'éligibilité ou Komsomols. Ceux dans ces deux dernières catégories sont exhortés à devenir membres titulaires à la toute première occasion. On n'a pas de renseignements sur l'appareil politique au sein de l'organisation actuelle de la sécurité d'état, le K.G.B. Mais on en a sur l'appareil au sein du M.V.D. post-stalinien, prédecesseur immédiat du K.B.G., et l'appareil du Parti n'a probablement pas changé dans le K.G.B.

Au quartier général du M.V.D. chaque membre du Parti appartenait à l'organisation du Parti de sa section. Dans le Ministère existait un comité du Parti administrativement indépendant, organisé avec la même structure qu'un comité de district (rayonyy Komitet, ou raykom). Le comité du Parti s'occupait de faire exécuter tout le travail du Parti dans le Ministère et avait l'autorité d'accepter ou de congédier les membres. Dans certaines des directions, le comité du Parti dépendait du Comité Municipal de Moscou du Parti communiste, lequel à son tour dépendait du Comité Central du Parti communiste de l'Union Soviétique.

Un Comité du Parti dépendant du Comité du Ministère se trouvait dans chaque direction centrale du Ministère. De plus, dans chaque section d'une direction centrale se trouvait un bureau du Parti dépendant du Comité du Parti de la direction. C'est au moyen de cet enchaînement du commandement que le Parti essaie de maintenir la discipline et l'endoctrinement du Parti et d'assurer l'orthodoxie de la pensée et des activités. (Voir tableau No. 1)

SECRET

De même que pour le personnel de la sécurité d'état, les officiers du service de renseignements militaire soviétique doivent être membres du Parti communiste, candidats à l'éligibilité ou Komsomols. Le service de renseignements militaire soviétique reçoit aussi toute son orientation politique du Comité Central du Parti communiste. Cette orientation est probablement transmise directement du Comité Central à la direction politique centrale du Ministère de la Défense. La direction politique centrale transmet alors les instructions à la direction politique du G.R.U. La direction politique n'est pas à proprement parler une section de la direction centrale de renseignements, excepté dans un sens administratif, puisque l'on croit qu'elle dépend directement de la direction politique centrale du Ministère de la Défense en ce qui concerne ses objectifs et ses fonctions. Les membres de la direction politique aux quartiers généraux du service de renseignements militaire surveillent et dirigent l'activité politique de tout le personnel de la direction.

Au sein du G.R.U. chaque unité subordonnée a une organisation du Parti à laquelle tout le personnel de cette unité appartient. Grâce à cet enchaînement du commandement les instructions et les directives politiques du Comité Central atteignent tous les membres dans toutes les sections de la direction. Le Parti peut ainsi maintenir la discipline et le contrôle le plus strict à tous les niveaux du service de renseignements militaire soviétique. (Voir tableau No. 3).

Le degré exact de contrôle exercé par le Parti sur les affaires de personnel dans les services de renseignements, comme par exemple les promotions, les affectations à un poste, les actions disciplinaires, etc. est inconnu. On peut cependant supposer sans crainte de se tromper que le personnel n'est pas jugé uniquement par son abilité ou par les résultats obtenus mais aussi par sa loyauté au Parti. Le fait que la condition primordiale pour devenir fonctionnaire du service de renseignements militaire ou de la sécurité d'état est d'être membre du Parti communiste ou aspirant à l'être, et non pas d'être particulièrement doué, indique bien le contrôle que le Parti exerce sur le personnel et les questions non-opérationnelles.

Responsabilités actuelles des Services de renseignements

Le Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B., et la direction du service de renseignements militaire, G.R.U., de l'Union Soviétique sont tous deux chargés d'acquérir des renseignements sur les pays étrangers. A l'origine, le G.R.U. fut chargé surtout de recueillir des renseignements concernant les armées, les marines et les forces aériennes étrangères afin de guider l'état-major général et le Politburo dans les questions de politique étrangère et de plans militaires.

SECRET

Plus tard, on trouva difficile de séparer les renseignements politiques et économiques de ceux ayant une valeur purement militaire. Par conséquent le service de renseignements militaire soviétique, pendant bien des années, recueillit également des renseignements économiques, politiques et autres ayant généralement quelque rapport avec les questions militaires.

Alors que le G.R.U. s'occupe surtout de recueillir des renseignements et de les apprécier, le service de sécurité doit, en plus de ses devoirs de renseignements, s'occuper du contre-espionnage dans l'U.R.S.S. et à l'étranger. Le contre-espionnage au sein des forces armées est compris dans cette mission de contre-espionnage et ne dépend pas du G.R.U.. Pendant la guerre, la direction du contre-espionnage des forces armées vint sous la juridiction du Commissariat de la Défense, mais cette juridiction ne prévalut que le temps de la guerre.

Dans l'U.R.S.S., le service de sécurité s'occupe des questions suivantes: protection des secrets d'état; protection des hauts personnages du gouvernement; surveillance et contrôle de tous les étrangers; lutte contre l'espionnage et le sabotage, et suppression des mouvements contre-révolutionnaires et des tendances anti-soviétiques dans la population. Avant avril 1954 et avant l'établissement du K.G.B., les unités para-militaires, telles que les troupes-frontières, les milices, etc., et la surveillance des camps de prisonniers, et des prisons étaient également du ressort du service coordonné sécurité-renseignements. Ces dernières fonctions et les unités paramilitaires seraient maintenant la responsabilité du M.V.D. A l'étranger, le service sécurité-renseignements dirige les opérations ayant les objectifs suivants: infiltration des services de renseignements étrangers; infiltration de n'importe quelle organisation ou n'importe quel groupe qu'on estime hostile à l'U.R.S.S., y compris les organisations d'émigrés russes; le contre-espionnage visant tous les citoyens soviétiques hors de l'Union Soviétique et leur surveillance; la liquidation, soit par enlèvement soit par assassinat, de tous les individus anti-soviétiques considérés comme étant suffisamment importants ou comme constituant une menace suffisante pour en faire des adversaires particuliers; le rassemblement des renseignements autres que militaires; l'infiltration d'information mensongère ou fausse information dans les pays de l'Occident (cette dernière activité serait l'une des fonctions de la sécurité d'état mais les preuves à l'appui sont maigres). Comme on peut le voir d'après la liste des responsabilités ci-dessus, le service de sécurité d'état s'occupe surtout de contre-espionnage. Cependant, ce serait une grave erreur de sous-estimer la compétence et les opérations du K.G.B. en matière de renseignements, étant donné que ce service s'occupe du rassemblement des renseignements dans tous les domaines excepté en ce qui touche directement aux questions militaires.

SECRET

CHAPITRE II

Organisation du Comité de la Sécurité d'Etat

Structure fondamentale: les Directions

Le Soviet Suprême annonça officiellement l'établissement du Comité de la Sécurité d'Etat, le K.G.B., en avril 1954. Le nouvel organe de sécurité dépend directement du Conseil des Ministres et n'est pas sous la surveillance du M.V.D. Bien que la structure exacte de l'organisation actuelle de renseignements et de sécurité d'état ne soit pas encore connue, des sources bien informées sont à peu près sûres que le K.G.B. se compose de directions de renseignements et de contre-espionnage à l'œuvre dans l'U.R.S.S., dans l'armée, et dans les pays étrangers. La structure des directions individuelles, que ce soit sous le K.G.B. ou sous le M.V.D., serait restée essentiellement la même. Ce qui suit est la présentation de la structure probable et des responsabilités du K.G.B. Pour ne pas pêcher contre l'exactitude, il ne faut pas oublier que la description des unités dont la liste suit est basée sur la structure du M.V.D. antérieurement à avril 1954 (Voir tableau No. 1).

A. La direction de contre-espionnage intérieure, désignée sous le nom de Première direction centrale antérieurement à avril 1954, s'occuperaît du contre-espionnage contre les étrangers dans l'Union Soviétique, les nationaux soviétiques qui ont été en rapport ou que l'on soupçonne d'avoir été en rapport avec des étrangers dans l'Union Soviétique, et les agents envoyés en U.R.S.S. en missions pour le compte de services de renseignements étrangers. On sait que les sections dont la liste suit sont parmi celles contenues dans la direction. Les désignations numériques sont conjecturales.

Première section - opérations contre les établissements et le personnel des Etats-Unis d'Amérique en U.R.S.S.

Deuxième section - opérations contre les établissements et le personnel de la Grande-Bretagne en U.R.S.S.

Troisième section - opérations contre les établissements et le personnel de la France et des pays Bénélux en U.R.S.S.

Cinquième section - opérations contre les établissements et le personnel de l'Autriche et de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest en U.R.S.S.

SECRET

Onzième section - arrestation des agents et des parachutistes ennemis.

Section (numéro inconnu) - chargée de faire les surveillances dans l'U.R.S.S.

Section (numéro inconnu) - opérations contre les établissements et le personnel des pays satellites de l'Europe orientale en U.R.S.S.

B. La direction de renseignements étrangers, désignée sous le nom de Deuxième direction centrale dans le M.V.D. post-stalinien, s'occupe des questions suivantes: opérations de renseignements et de contre-espionnage à l'étranger; surveillance, pénétration et contrôle des organisations émigrées anti-soviétiques; surveillance de tous les citoyens soviétiques à l'étranger (colonie soviétique) au point de vue de sécurité et de contre-subversion, y compris tous les nationaux soviétiques en missions officielles, voyageant pour raisons d'affaires, de journalisme, d'art, etc.; la section des conseillers des pays satellites, qui est responsable pour l'entraînement des agents de sécurité satellites, et qui surveille et contrôle les services de sécurité satellites. (Voir tableau No.2).

La direction comprend: un groupe exécutif qui se compose du chef de la direction, de ses adjoints, et de ses assistants; un secrétariat qui s'occupe des questions administratives; dix sections numérotées, dont neuf remplissent des fonctions de renseignements opérationnels; deux sections sans numéro, dont l'une (la Section illégale dont le nombre est inconnu) est opérationnelle, et sept unités sans numéro, non opérationnelles ou d'appui, qui sont subordonnées individuellement à la fois au chef de la Deuxième direction centrale et à d'autres organes dans l'ensemble de sécurité.

Des dix sections opérationnelles, cinq s'occupent de régions géographiques spécifiques ou de pays apparentés et semblent également être responsables de la sécurité de la colonie soviétique dans ces régions, alors que cinq s'occupent d'opérations spécialisées dans le monde entier. Les sections principales et leurs domaines d'activité sont comme suit:

1. La Première section ou Section de l'Hémisphère Occidentale dirige les opérations de renseignements et de contre-espionnage dans les pays et contre les pays de l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud (à l'exception du Canada) où il existe des missions diplomatiques soviétiques.

SECRET

SECRET

2. La Deuxième section, ou Section du Royaume Uni, dirige les opérations de renseignements et de contre-espionnage dans et contre les Iles Britanniques, les dominions (à l'exception de la Nouvelle Zélande, mais y compris le Canada), les protectorats et les colonies britanniques, où se trouve des missions diplomatiques soviétiques.

3. La Troisième section ou Section austro-allemande dirige les opérations de renseignements et de contre-espionnage, en Autriche et dans l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Les opérations visent aussi les forces d'occupation occidentales (établissements et personnel américains, anglais et français) dans l'Allemagne de l'Ouest, et, auparavant en Autriche.

4. La Quatrième section ou Section de l'Europe occidentale dirige les opérations de renseignements et de contre-espionnage dans et contre les pays de l'Europe occidentale (à l'exception de l'Autriche et de l'Allemagne) où il existe des établissements diplomatiques soviétiques.

5. La Cinquième section ou Section des Emigrés s'occupe de la pénétration et de l'acquisition des renseignements des organisations anti-soviétiques composées d'émigrés provenant de territoires sous la domination soviétique, et ceci dans le monde entier. La section est divisée en sous-sections géographiques, correspondant généralement à la décomposition de la direction de renseignements étrangers. Les fonctionnaires qui travaillent dans les sous-sections sont spécialistes des groupes d'émigrés situés dans les divers pays dont s'occupe leur sous-section plutôt que spécialistes de la région elle-même. Les sections géographiques (données ci-dessus) apportent l'aide nécessaire aux opérations de la Section des Emigrés suivant le pays en cas.

6. La Sixième section ou Section d'Extrême-Orient, de Moyen-Orient et de Proche-Orient dirige les opérations de renseignements et de contre-espionnage dans et contre les pays de l'Extrême, Moyen et Proche-Orient (à l'exception de la Chine, de la Corée du Nord et de la Mongolie) où existent des établissements diplomatiques soviétiques.

7. La Septième section ou Section Conseillère s'occupe d'entraîner et de conseiller les services de sécurité et de renseignements satellites, ce qui signifie en réalité contrôler et surveiller toute activité de sécurité et de renseignements chez les satellites. Les Soviets incitèrent tous les services satellites à une réorganisation d'accord avec le modèle soviétique.

SECRET

SECRET

soit immédiatement après la Deuxième guerre mondiale quand le service satellite fut établi ou à une date ultérieure quand les communistes gagnèrent contrôle du pays. Au moyen de ce système de "conseillers" la Septième section envoie des officiers de sécurité soviétiques dans tous les services satellites. Le nombre de conseillers attachés aux départements individuels des services satellites est déterminé par le genre de travail que le département fait. Les Soviets semblent s'intéresser surtout aux éléments s'occupant des renseignements étrangers, de contre-espionnage intérieur, et d'opérations de contre-espionnage. Bien entendu, les Soviets ont tout intérêt à surveiller la sécurité des pays satellites puisqu'elle porte directement sur leurs propres plans de défense. De même, les opérations de renseignements à l'étranger sont intéressants à cause des renseignements que l'on peut en tirer. Les conseillers soviétiques ont accès à tous les fichiers et à toute la correspondance et sont consultés sur toute activité opérationnelle. Bien que les Soviets gardent la façade de "conseillers", un officier de renseignements satellite hésiterait beaucoup à agir contrairement au "conseil" de l'officier soviétique attaché à son département ou à sa section s'il désirait garder son poste ou sa liberté. Dans certains pays - la Hongrie, par exemple - les conseillers ne sont connus de leurs collègues satellites que par un surnom; dans d'autres pays - la Pologne, par exemple - le vrai nom est connu. La canalisation de renseignements entre les Soviets et leurs services satellites est à sens unique, toute information provenant du service satellite étant accessible aux conseillers soviétiques et aucune information, excepté dans des cas très rares, ne passant à un service satellite. Dans les cas rares où un conseiller soviétique a passé des renseignements à son service satellite, le coup semble avoir eu deux fins: (1) une opération satellite empiétait sur une opération soviétique et devait être enrayée; (2) on s'est servi du service satellite pour passer des matériaux intoxicants. Dans ce dernier cas, le service de sécurité soviétique se serait servi du service satellite pour intoxiquer un service de renseignements étranger. Le service soviétique se serait aussi servi des services satellites pour le noyautage, c'est-à-dire une opération qui consiste à encourager un service satellite à envoyer un grand nombre d'agents de grades inférieurs dans des régions spécifiques, de façon à occuper et à épuiser les possibilités de contre-espionnage des services adversaires dans la région en question, laissant ainsi plus de liberté aux opérations soviétiques dans la même région. Les opérations conjointes entre Soviets et satellites seraient très rares. Un cas connu touche la Pologne.

SECRET

SECRET

Ce cas concernait une activité anti-polonaise, et par le fait même anti-soviétique, dans la région de l'Ukraine et des Carpates, région que traverse la frontière polonaise-soviétique et qui constitue un problème de sécurité pour les deux nations. En règle générale, le service soviétique ne procure pas de personnel pour les opérations, ni d'aide technique, ni de renseignements de base aux satellites. Mais les Soviets procurent l'entraînement et les directives générales et ils suggèrent les méthodes d'opération par l'intermédiaire des conseillers. Un an d'entraînement en U.R.S.S. est obligatoire pour un agent de renseignements satellite qui désire monter en grade dans son service. En ce qui concerne les directives générales, on sait que les conseillers soviétiques ont poussé le service de sécurité hongrois vers 1952 à établir des résidences "illégales" (explication ci-dessous) à l'étranger; et on suppose que la même directive fut passée à d'autres services satellites considérés par les Soviets comme capables d'atteindre l'objectif. Les opérations sont guidées grâce aux consultations quotidiennes que les agents satellites sont forcés d'avoir avec leur conseiller soviétique sur chaque aspect de l'activité opérationnelle.

Les informations concernant des officiers de renseignements satellites de grades supérieurs révèlent que les Soviets se sont préparés de longue date à établir des services de renseignements et de sécurité satellites. Presque sans exception, les officiers supérieurs des services satellites ont passé des années en U.R.S.S. Par exemple, il y a ceux qui ont été exilés de leur pays d'origine à cause de leur activité communiste dans les années 1920 et qui sont allés habiter en U.R.S.S.; les enfants de ces derniers ou les enfants des prisonniers de guerre de la Première guerre mondiale qui restèrent en U.R.S.S. et épousèrent des femmes du pays; des agents communistes clandestins qui vécurent en U.R.S.S. et y reçurent leur entraînement pendant les années 1920 à 1930, et travaillèrent après cela pour les services soviétiques. Dans bien des cas, le russe est visiblement la langue maternelle d'un officier satellite, et il parle le language du pays dans lequel il travaille avec un notable accent russe.

Grâce à des officiers de renseignements satellites de ce genre le service de sécurité soviétique pénètre complètement le service local (en plus d'avoir accès à tous les fichiers et toute la correspondance) d'autant plus que la loyauté de l'officier satellite va d'abord à l'U.R.S.S. et non pas au pays satellite.

SECRET

SECRET

8. La Huitième section ou Section Scientifique et Technique est, on le sait, une section numérotée (très probablement la huitième); elle s'occupe du rassemblement des renseignements concernant les progrès faits par les étrangers dans la science et la technologie, y compris l'énergie atomique. Ce n'est pas une section opérationnelle, mais elle s'occupe de rassemblement et de collation.

9. La Neuvième section s'est occupée d'opérations paramilitaires clandestines, de sabotage, et d'activités terroristes depuis la fermeture du Bureau Numéro Un du Service Spécial, M.V.D., en août 1953. A ce moment les fonctions du Bureau Numéro Un furent ajoutées à celles de la Neuvième section. Un excellent exemple des opérations de la section est la mission d'assassinat avec laquelle Khokhlov fut envoyé en Allemagne occidentale. Un des chefs de l'importante organisation d'émigrés russes, N.T.S., était la cible de Khokhlov. Evidemment le chef émigré russe était considéré une menace suffisante à la sécurité soviétique pour justifier la mise sur pied d'une mission d'assassinat équipée d'instruments spéciaux tels que le fameux étui à cigarettes qui tirait une capsule mortelle dans le corps de la personne à qui la cigarette était offerte.

10. La Dixième section ou Section des Délégations et des Matelots de la Marine Marchande s'occupe de recueillir des renseignements et de découvrir des "talents" dans les diverses foires de commerce, les conférences et les organisations internationales comme l'O.I.T. (Organisation Internationale du Travail), la Croix-Rouge Internationale, etc. La section s'occupe aussi de la sécurité et de la surveillance contre-subversive du personnel soviétique prenant part à ces événements et à ces organisations, et de l'équipage des navires soviétiques.

11. La Section d'étude (sans numéro) n'est pas une section active. Elle s'occupe de préparer et de distribuer des rapports d'information et de renseignements et d'évaluer les agents d'après leur reportage.

12. La Section Illégale (numéro inconnu), à laquelle on fait souvent allusion sous le nom de Section de la Couverture Exceptionnelle dirige toute activité de "couverture exceptionnelle" pour la Direction de renseignements quelle que soit la région géographique. Les opérations de "couverture exceptionnelle" comprennent des agents et un personnel qui sont envoyés en missions de renseignements sans avoir l'avantage de la couverture officielle tel que le membre d'un établissement diplomatique, d'une mission commerciale, d'une mission culturelle,

SECRET

SECRET

ou un représentant de la presse. Un agent sous "couverture exceptionnelle" s'établit dans un pays donné avec des papiers (généralement non-soviétiques) sous un nom d'emprunt comme un authentique homme d'affaires, d'une profession libérale ou de n'importe quel commerce qui soit le mieux adapté à ses talents personnels ou à sa mission. Il se met dans les affaires ou se lance dans l'exercice de sa profession pour cacher ses activités de renseignements.

Les agents et les réseaux de "couverture exceptionnelle" sont dirigés par une "résidence illégale" dont le personnel, les quartiers généraux et les moyens de communication sont distincts de la "résidence légale" (terme expliqué ci-dessous) à l'œuvre dans la même région et provenant d'un établissement soviétique officiel et à découvert. Le travail de la Section Illégale et ses résidences est un des aspects les plus importants du service de renseignements soviétique, parce que les agents, perdus dans la population indigène, peuvent travailler avec plus de liberté; il est difficile pour un service de renseignements adversaire de les identifier et de les neutraliser.

En plus des unités ci-dessus mentionnées, la direction du service de renseignements étrangers (tel qu'elle était antérieurement contenue dans le M.V.D. coordonné) contrôle des unités d'appui non-opérationnelles qui sont simultanément unités d'autres sections du M.V.D. (Voir tableau No. 2). Ce système qui fait qu'une unité de la direction se trouve à la fois sous la direction de celui-ci et sous celle d'une section du M.V.D. a permis à la direction du service de renseignements étrangers une structure d'appui plus solide pour ses opérations. Pour cette raison, on croit que la direction du service de renseignements étrangers dans le K.G.B. actuel comprend aussi les unités d'appui suivantes:

1. La Section du Code, bien que nominativement sous le chef de la Direction du Chiffre, est aussi subordonnée au chef de la Direction du service de renseignements étrangers pour ce qui touche au chiffrage des communications montantes. La direction du service de renseignements étrangers (que ce soit sous le N.K.V.D., le K.I., le M.G.B. etc.) a toujours protégé ses communications télégraphiques au moyen d'une section du code au sein de la direction même qui utilise un code distinct et travaille seulement pour la direction du service de renseignements étrangers. On suppose que cette section est comprise dans la direction actuelle du service de renseignements étrangers étant donné que le besoin de communications sûres justifie encore sa présence dans la direction.

SECRET

SECRET

2. La Section (ou Sous-Section) active des Archives est subordonnée à la fois au chef de la direction du service de renseignements étrangers et au chef de la Première section spéciale (la désignation numérique de cette dernière section date du M.V.D. de la période post-stalinienne). La section s'occupe d'enregistrer et de garder les fichiers opérationnels. La fonction de cette section est aussi nécessaire aujourd'hui qu'elle l'était avant l'instauration du K.G.B. Sa désignation officielle était Cinquième sous-section de la Première section spéciale. On ignore si elle porte toujours ce titre.

3. Le secteur (Sektor) des Finances et des Paiements est subordonné à la fois au chef de la direction du service de renseignements étrangers et au chef de la Section des Finances. Cette sous-unité permet à la direction du service de renseignements étrangers de garder au sein de la direction des feuilles de paye, des fonds opérationnels, etc. séparés, limitant ainsi à la direction même ce genre de renseignements concernant le personnel et les opérations. On présume que cette sous-unité fait encore partie de la direction de renseignements étrangers.

4. Le Secteur (Sektor) du Personnel est subordonné à la fois au chef de la direction des renseignements étrangers et au chef de la direction du Personnel. Comme dans le cas du Secteur des Finances, le Secteur du Personnel permet à la direction du service de renseignements étrangers de garder des fiches sur son personnel et de le gérer au sein de la direction, arrangement qui donne une plus grande sécurité au personnel du service de renseignements.

5. Le Secteur (Sektor) Administratif et des Approvisionnements apporte une aide logistique à la direction du service de renseignements étrangers et fut établi pour les mêmes raisons de sécurité que les autres sous-unités d'appui.

6. La Section ou Sous-section (statut exacte inconnu) des Langues Etrangères permet aux membres du directeurat du service de renseignements étrangers de s'exercer aux langues étrangères sans avoir à quitter la direction. Comme l'étude d'une langue étrangère aiderait à révéler l'affectation future d'un officier de renseignements, on suppose que cette unité est restée dans la direction du service de renseignements étrangers pour raisons de sécurité.

SECRET

SECRET

7. L'Ecole Supérieure des Renseignements était subordonnée à la direction du service de renseignements étrangers par l'intermédiaire du Secteur du Personnel de cette direction, et à la Direction du Personnel (dans l'ancien M.V.D.). Le Secteur du Personnel choisissait les étudiants et les professeurs, alors que la Direction du Personnel, au moyen de son unité éducationnelle, préparait le plan d'études et administrait l'école. Les précautions de sécurité qui avaient dicté cet arrangement ont probablement demandé sa continuation sous le K.G.B.

C. Direction de Contre-espionnage des forces armées - Depuis l'établissement de la Tchéka, la fonction de contre-espionnage dans l'armée soviétique a été sous l'égide de l'appareil de la sécurité d'état, excepté pendant trois années de la Deuxième guerre mondiale, 1943 à 1946. Les sections chargées de cette fonction fusionnèrent en une Section Spéciale (Osobyy Otdel - "OO") en 1934 quand le service de sécurité portait la désignation N.K.V.D. Au printemps de 1943 la Section Spéciale devint la Direction Centrale de Contre-Espionnage (Glavnoye Upravlenie Kontr-Razvedki - G.U.K.R.) du Commissariat du Peuple de la Défense. Le titre complet de la direction à cette époque était G.U.K.R. N.K.O. "Smerch" ("Smerch" étant une contraction du terme "Smert Chpionam" "Mort aux Espions").

Peu après l'apparition du Ministère des forces armées en 1946, "Smersh" fut ré-incorporé au Ministère de la Sécurité d'Etat (M.G.B.) comme Direction du Contre-espionnage dans les forces armées. Lorsque le M.V.D. et le M.G.B. ne firent plus qu'une organisation (M.V.D.) en 1953, la direction reçut la désignation numérique de Troisième Direction Centrale du M.V.D. On croit que la direction est substantiellement la même organisation et est contenue dans le K.G.B. Avant le mois d'avril 1954, la Troisième Direction contenait les unités suivantes: Secrétariat; Section Navale; Section Aviation; Section Militaire; Section du Personnel. La décomposition des diverses sections n'est pas connue. Une Section Spéciale ("OO") est rattachée à l'Etat-Major du Général commandant chacun des vingt-quatre districts militaires. Le Chef de la Section Spéciale agit comme agent de la sécurité d'état auprès du Général Chef de Corps en ce qui concerne les questions contre-subversives et de contre-espionnage dans son commandement. Les forces d'occupation soviétiques en Allemagne (et auparavant en Autriche) ont aussi des Sections Spéciales attribuées aux différents corps. Ces Sections Spéciales sont responsables du contre-espionnage dans tous les

SECRET

SECRET

établissements militaires soviétiques de ces régions. Cette responsabilité va jusqu'à monter des opérations de pénétration contre des objectifs tels que le Corps de Contre-espionnage de l'Armée des Etats-Unis, le FSS des forces britanniques, etc., apparemment remplissant ainsi la fonction défensive et de contre-espionnage des Section Spéciales. Les officiers de la Section Spéciale portent l'uniforme et les signes distinctifs de grade de l'unité militaire ou navale à laquelle ils sont attachés, ostensiblement afin de cacher leur affiliation aux Services de renseignements, bien que les hommes de l'unité connaissent paraît-il généralement l'identité du personnel de l'"OO" qui se trouve parmi eux.

D. Direction Politique Secrète - Cette direction antérieurement à avril 1954, désignée la Quatrième Direction, est chargée de combattre la contre-révolution et l'activité subversive dans l'U.R.S.S., fonction qui inclut l'élimination de tous les éléments hostiles au régime, ou supposés tels. Un élément Politique Secrète, remplissant les mêmes fonctions, existait, on le sait, dans le service de sécurité depuis l'établissement du G.P.U. Il existait probablement dans la Tchéka, mais on a peu de renseignements sur l'organisation pendant les premières années du service de sécurité. La Direction politique secrète est responsable de la surveillance de la population soviétique et de l'élimination des éléments dissidents dans la population. La direction s'occupe du peuple soviétique lui-même, contrairement à la Direction du Contre-espionnage, qui est responsable de la surveillance des étrangers et de la protection contre les éléments étrangers, leur influence et l'activité d'espionnage en U.R.S.S. D'après les sources les mieux informées, les deux directions opèrent seulement dans l'U.R.S.S.

La structure de la Direction politique secrète n'aurait pas changé (quel que soit le titre actuel ou la désignation numérique du service de sécurité). Il semble que la direction ait été transférée du K.G.B. au M.V.D. en avril 1954. Par conséquent, les sections suivantes, qui existaient antérieurement au mois d'avril 1954, sont données comme constituant la structure probable de la Direction politique secrète actuelle:

1. Section opérationnelle - organise et dirige toutes les activités de la direction, de concert avec les sections politiques (voir ci-dessous) qui sont à même de guider et de conseiller.

SECRET

SECRET

2. Section des enquêtes - mène l'investigation des personnes arrêtées par ordre de la Section opérationnelle.

3. Section Secrète - surveille toutes les activités des diverses organisations du Parti communiste et en rend compte.

4. Section des archives - conserve tous les dossiers et les documents des sections de la direction.

5. Section des Communications - s'occupe de toutes les communications.

6. Section du Personnel - conserve les dossiers de tous les employés de la direction et s'occupe des problèmes de l'administration et du personnel.

7. Section Politique - fait une étude approfondie de tous les groupes et mouvements politiques en U.R.S.S.

Chaque section fait des recherches sur un mouvement ou un groupe spécifique. Grâce à la Direction politique secrète, le service de sécurité et par conséquent le groupe au pouvoir maintiennent une surveillance constante de chaque élément de la population soviétique et peuvent ainsi détecter et éliminer toute déviation de la pensée ou de la conduite communiste orthodoxe et approuvée.

E. Direction Economique - Connue sous le nom de Cinquième Direction, la Direction économique existait dans le M.V.D. post-stalinien. Elle s'occupait de l'anti-sabotage et de la surveillance du contre-espionnage dans toute l'industrie et le commerce dans l'U.R.S.S. La direction se divisait en sections s'occupant des différents genres d'industrie. Elle aurait logiquement fait partie du K.G.B., qui semble avoir pris la responsabilité de toutes les fonctions de contre-espionnage intérieur.

F. Direction des Investigations - Au sein du M.V.D., avant le mois d'avril 1954, une Septième Direction (naturellement, maintenant que la Sixième Direction est passée au nouveau M.V.D., la suite numérique a subi un changement) était paraît-il responsable de l'investigation détaillée et de l'arrestation des citoyens soviétiques accusés de crimes politiques tels que définis dans l'Article 58 et sections de l'Article 59 du Code Criminel du R.S.F.S.R. (République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie), (à savoir: "tout acte est consi-

SECRET

SECRET

déré contre-révolutionnaire qui vise au renversement, à la subversion ou à l'affaiblissement de la puissance des conseils des délégués des travailleurs et des paysans et du gouvernement des travailleurs et des paysans de l'U.R.S.S., etc." -- Trahison contre la mère-patrie" -- "Rapports avec un état étranger" -- "Offre de n'importe quel genre d'aide à cette partie de la bourgeoisie internationale qui, tout en refusant de reconnaître l'égalité du système communiste qui se développe pour remplacer le système capitaliste, cherche à le renverser, etc." -- "Espionnage" -- "Dégâts faits à l'industrie, au transport, au commerce, à la circulation monétaire ou au système de crédit de l'état", sont quelques-uns des crimes politiques qui tombent sous la juridiction de la Direction des investigations). La milice du M.V.D. est responsable des crimes commis contre la société alors que la Direction des investigations (que l'on suppose faire partie de l'actuel K.G.B.) est responsable des crimes commis contre l'état. La direction est également responsable de la surveillance secrète(soi-disant "surveillance extérieure") et fournit à la requête d'autres directions, des équipes de surveillance bien entraînées. On croit que la direction remplit une fonction de police et d'appui, agissant d'après les ordres d'autres directions qui découvrent au cours de leurs activités des criminels politiques ou des individus que l'on soupçonne de l'être, et demandent la surveillance ou l'arrestation des criminels par la Direction des investigations. Le partage exact des responsabilités entre la Direction des investigations et les directions opérationnelles de contre-espionnage (telles que la Direction politique secrète et la Direction de contre-espionnage intérieur) n'a pas été déterminé, mais on suppose que ces dernières effectuent la pénétration des groupes qui sont leurs cibles respectives et se servent de la Direction des investigations pour recueillir les preuves à l'appui et faire les arrestations. Une unité séparée, l'Unité d'Investigation pour les Affaires Particulièremet Importantes (dont il est question plus loin) qui n'est pas un élément de la Direction des investigations, se charge des cas où les grades les plus élevés du Parti communiste et du gouvernement soviétique sont en cause. Etant donné que la Direction des investigations remplit une fonction d'appui pour le contre-espionnage intérieur, celle de surveiller les opérations contre-subversives, on a tout lieu de supposer qu'elle fait partie du K.G.B. actuel.

SECRET

SECRET

G. Direction des Communications - Cette direction (qui était la Huitième direction avant le mois d'avril 1954) s'occupe des questions de communications et de sécurité cryptographique, et probablement du rassemblement des renseignements se rapportant aux communications. Le nom courant de cette direction est direction du "chiffre". La nature délicate du travail accompli par cette direction et le besoin d'être en contact étroit avec les directions opérationnelles fait que la direction du "chiffre" a sa place logique dans le K.G.B.

Eléments Détachés et Spéciaux

En plus des directions dont la liste vient d'être donnée, le M.V.D. post-stalinien comprenait un certain nombre de sections et d'unités spéciales variées, dont certaines ont probablement été transférées au K.G.B. Voici la liste des unités et des sections qui ont le plus de chance d'avoir été incorporées dans la structure du nouveau K.G.B.

A. Section K - Cette section s'occupe du contre-sabotage et du contre-espionnage parmi les citoyens soviétiques employés dans les établissements d'énergie atomique. La section travaille en contact étroit avec la Direction économique, étant donné que cette dernière remplit les mêmes fonctions pour tout le commerce et l'industrie.

B. Unité d'investigation pour les Affaires Particulièrement Importantes - Les investigations concernant les fonctionnaires de grade supérieur du Parti et du gouvernement sont dirigées par cette unité. Comme il a été dit plus haut, le niveau opérationnel exact auquel l'Unité d'Investigation se distingue de la Direction des investigations n'est pas connu. On suppose que l'unité sert à mener des investigations et à recueillir des preuves testimoniales seulement contre des chefs du Parti et du gouvernement (peut-être dans le cas de la liquidation d'une clique dominante quand la préparation doit rester secrète pour ne pas compromettre le succès de la purge).

C. Première Section Spéciale - Les Archives du M.V.D., les fiches des agents, les dossiers sur les individus ayant un dossier de police, et les fiches sur les rapatriés ou sur les personnes qui sont ou ont été à l'étranger, sont conservés par cette section (qu'il ne faut pas confondre avec la Section opérationnelle d'enregistrement et des Archives de la Direction du service de renseignements étrangers qui conserve les fiches

SECRET

SECRET

sur les opérations de renseignements étrangers et fait techniquement partie de la Première section spéciale bien que que sous le commandement de la Direction du service de renseignements étrangers, voir Tableau 2). Cette section fait un travail indispensable aux opérations de la sécurité intérieure et doit certainement faire partie du K.G.B.

D. Deuxième Section Spéciale - Cette section fournit une aide technique aux sections et aux directions opérationnelles, c'est-à-dire fournit les accessoires spéciaux nécessaires à certaines opérations de renseignements. Etant donné que d'autres sections (dont il est question ci-dessous) sont responsables de l'équipement de radio et de la préparation des documents faux, la Deuxième section spéciale s'occupe probablement d'équipement photographique, d'appareils d'écoute, et peut-être d'armes spéciales inventées pour servir dans des opérations spécifiques.

E. Troisième Section Spéciale - Cette section s'occupe de la reproduction de documents faux et falsifiés, y compris les papiers pour les agents de "couverture exceptionnelle" ou "illégaux" et toute autre documentation dont les unités opérationnelles pourraient avoir besoin.

F. Quatrième Section Spéciale - C'est la Section "R" ou de Radio. Elle s'occupe de surveiller toutes les émissions de radio non-clandestines pour en tirer tous les renseignements possibles, de surveiller les émissions de radio clandestines, de former des opérateurs de radio pour les opérations clandestines de renseignements, et de la recherche et l'invention de nouveaux appareils de radio.

G. Cinquième Section Spéciale - On a signalé l'existence d'une section ayant la désignation numérique de Cinquième, mais il n'existe pas de renseignements concernant sa fonction.

H. Sixième Section Spéciale - Cette section effectue la censure du courrier et des paquets (entrant et sortant) de l'U.R.S.S.) Elle se livrerait aussi paraît-il à la censure du courrier à l'intérieur. D'après ce que l'on sait, la section effectue la censure sur une base sélective et comme aide aux unités opérationnelles. La section se sert probablement des organes de censure générale de l'U.R.S.S. pour arriver à ses fins, mais la Sixième Section Spéciale n'est pas responsable de la censure complète. On ne sait pas au juste comment la section fonctionne dans le cadre de la censure générale.

SECRET

Le Comité de la Sécurité d'Etat nouvellement annoncé est censé avoir les éléments nécessaires pour l'administration générale du personnel, l'approvisionnement, et l'administration financière, ainsi qu'un Secrétariat central. L'organisation précédente, le M.V.D., comprenait une Direction du Personnel, une Section financière avec statut équivalent à une direction, une Direction administrative de l'approvisionnement et de l'entretien, et un Secrétariat. Comme les fonctions remplies par ces dernières unités sont indispensables à une organisation telle que le K.G.B., on suppose qu'elles existent dans le K.G.B. actuel.

Unités Subordonnées en U.R.S.S.

Techniquement toutes les républiques soviétiques ont leur propre gouvernement indépendant. Dans chacun de ces gouvernements il existe un comité de la Sécurité d'état copié sur l'organisation centrale, à l'exception du R.S.F.S.R. Pour le R.S.F.S.R. on garde une façade en nommant un individu Plénipotentiaire du K.G.B. au R.S.F.S.R., et les directions des oblasts (régions) de celui-ci lui sont immédiatement subordonnées. On a annoncé récemment que le chef du K.G.B. de chaque république a été fait membre du Conseil des Ministres de cette république. En théorie, le Comité Central du Parti communiste et le Conseil des Ministres de chaque république contrôle le K.G.B. de cette république. En réalité, cependant, les organisations de la Sécurité d'Etat de chaque république sont sujettes à l'organisation du K.G.B. central, fonctionnent comme en faisant partie, et sont forcées de suivre ses directives.

SECRET

CHAPITRE III

Organisation de la Deuxième Haute Direction, Etat-major général du Ministère de la Défense.

Le service de renseignements des forces armées soviétiques est actuellement organisé comme Deuxième Haute Direction de l'Etat-Major Général du Ministère de la Défense, malgré le fait que pendant la plus grande partie de son existence le service de renseignements militaire soviétique a été connu sous l'appellation populaire de G.R.U. (Glavnoïe Razvedyvatielnoïe Upravlenie-Haute Direction de Renseignements). Le Général de corps d'armée Mikhaïl Alexeievitch Chaline est le chef de la Deuxième Haute Direction. L'organisation actuelle de la direction existe depuis le printemps de 1953, lorsque le Ministère de la Guerre et le Ministère de la Marine fusionnèrent pour former le Ministère de la Défense. Les renseignements concernant l'aviation ont toujours été compris comme fonction des renseignements militaires. Par conséquent la Deuxième Haute Direction comprend actuellement tous les services de renseignements navals, militaires et de l'air. (Voir Tableau No. 3).

Principaux éléments d'organisation

A. Direction I - Cette unité de l'état-major des renseignements militaire s'occupe de toutes les phases de "couverture exceptionnelle" (terme expliqué ci-dessus), y compris le choix, l'entraînement, l'infiltration, la documentation, et la direction des agents de "couverture exceptionnelle" dans le monde entier.

B. Direction II - La Direction de l'Information ou Direction II est principalement responsable de la collation, de l'appréciation, de l'édition et de la distribution des renseignements reçus au quartier général de sources secrètes ou non. Elle sert aussi de dépôt pour certains genres de renseignements, possède une bibliothèque et une section cartographique, fait la liaison avec d'autres agences soviétiques et répond aux besoins des agents de renseignements d'unités opérationnelles clandestines ayant des subordonnés sous leurs ordres.

C. Direction III - C'est une direction opérationnelle qui s'occupe de recueillir des renseignements stratégiques; elle se compose de sections appelées "agentura", organisées sur une base géographique. Chaque section est responsable dans sa région respective du rassemblement de renseignements militaires, économiques, scientifiques, techniques et parfois politiques. Les attachés mili-

SECRET

taires, de l'air, et navals qui ont des postes à l'étranger font leurs rapports à la section "agentura" qui correspond à la région en question, et reçoivent d'elle leurs directives. Un exemple d'opérations de renseignements dirigées par cette direction sont celles qui ont été mises à jour au Canada et aux Etats-Unis par la défection de Gouzenko. La direction opère dans le monde entier et c'est elle qui fournit les renseignements stratégiques importants dont les Soviets se servent pour établir leur politique et leurs plans.

D. Direction IV - Une direction qui serait semble-t-il désignée comme Direction IV, s'occupe des renseignements frontiers. Des agents soviétiques mis à découvert ont fait allusion à cette direction comme étant la Direction des renseignements opérationnels. Les directions de renseignements (R.U.) attachées aux états-majors des districts militaires, des groupes de forces armées, et d'armées indépendantes sont sous le contrôle de cette direction de l'état-major. Autant qu'on peut s'en rendre compte, le service de renseignements frontiers recueille des renseignements stratégiques aussi bien que tactiques dans les pays limitrophes de l'U.R.S.S., mais semble-t-il à un niveau moins élevé que la Direction III. Les R.U. de cette direction opéreraient de tous les pays satellites et occupés (l'Allemagne par exemple) pénétrant dans les régions contigües à la même échelle qu'ils opèrent des régions frontalières de l'U.R.S.S. pénétrant dans les pays avoisinants. La mission de cette direction est le rassemblement de renseignements sur les régions où les armées soviétiques effectueraient des opérations militaires en cas de guerre, et à ce point de vue toutes les régions où les forces soviétiques se trouvent sont considérées exactement comme le territoire actuel de l'U.R.S.S. Autant qu'on sache, la direction ne s'occupe pas de diriger des opérations dans l'hémisphère occidentale, les Iles Britanniques, l'Espagne ou l'Afrique. D'un autre côté on a identifié des opérations frontières dans les pays avoisinants l'Allemagne, chose que les Soviets considèrent probablement comme justifiée par la présence de leurs troupes en Allemagne. Pendant l'occupation soviétique de l'Autriche, les unités frontières furent identifiées là aussi. En temps de paix, les directions de renseignements frontières s'occupent également d'entraîner diverses unités de reconnaissance appartenant à des divisions, des corps d'armée et des armées en vue d'opérations de temps de guerre. Elles s'occupent également d'établir dans les régions frontalières des réseaux "en veilleuse" et des réseaux "dormants" devant être activés en temps de guerre.

SECRET

E. Direction V - La Direction politique, que l'on croit désignée comme Direction V a charge de l'entraînement politique des agents de renseignements militaires attachés au quartier général de Moscou. Le chef de ce service est apparemment à la fois sous les ordres de la Direction Centrale du service de renseignements des forces armées et de la Direction Politique Centrale du Ministère de la Défense.

F. Direction VI - Cette direction est responsable des communications et des recherches électroniques concernant la radio et le radar. Le service d'interception de la recherche de la direction par radio et le service du décryptement des renseignements de l'armée sont tous deux subordonnés à cette direction, tout comme l'est le centre de communication.

G. Direction VII - Une direction que l'on croit être la Direction VII s'occupe de l'aide technique dont on a besoin dans les opérations dirigées par les services de renseignements stratégiques et de renseignements trans-frontiers. Cette direction fait des recherches en microphotographie, sur les documents faux ou forgés, sur les encres sympathiques, sur les appareils techniques, etc., et dirige plusieurs laboratoires à même de faire des recherches sur ces sujets ou de fabriquer les articles voulus.

H. Direction VIII - Cette direction s'occupe de l'enregistrement et du contrôle des documents et du Secrétariat du G.R.U.

I. Direction IX - L'appellation numérique de cette direction n'a pas pu être vérifiée, mais c'est la direction opérationnelle s'occupant des renseignements navals. Les attachés navals et leurs subordonnés seraient placés sous le contrôle de cette direction, tout au moins en ce qui concerne leurs missions formelles, bien que ceux qui sont actuellement en service à l'étranger sont incorporés administrativement dans les résidences des renseignements stratégiques, voies par lesquelles ils transmettent leurs rapports à leur quartier général. Les réseaux d'attachés navals s'occupent de l'acquisition de renseignements navals stratégiques, alors que les renseignements frontaliers et les tactiques navales, que l'on croit être aussi sous le contrôle de cette direction sont recueillis par les directions de renseignements militaires des états-majors de la flotte.

J. Direction X - Les fonctions de cette direction correspondent à celles de la Septième Section (Section des Conseillers) de la direction des renseignements étrangers du K.G.B. dans le domaine des renseignements militaires. Le personnel des renseignements militaires et navals est affecté aux services appropriés dans les Démocraties Populaires pour servir de conseillers. Les

SECRET

SECRET

conseillers doivent faire parvenir tout renseignement approprié à la Direction X et doivent diriger les opérations de renseignements satellites. D'après ce qu'on peut voir, le même canal d'information à sens unique allant des satellites aux Soviets existe pour les renseignements militaires et navals comme pour le service de sécurité. La seule différence qui existe dans les relations du service des renseignements militaires soviétiques avec les satellites est que le service des renseignements militaires ne s'occupe pas des opérations de contre-espionnage contre les satellites puisque c'est une fonction du K.G.B.

K. Direction XI - Les fonctions de cette direction qui est essentiellement une unité s'occupant de personnel, comprennent le choix de citoyens soviétiques pour le service des renseignements des forces armées pour des missions d'espionnage, pour des affectations à des écoles d'entraînement soit comme élèves soit comme professeurs, etc. Subordonnée à cette direction est une section du personnel dont c'est le devoir de préparer les ordres, de faire les arrangements relatifs au personnel, d'arranger les voyages à une affectation en pays étranger, aller ou retour, de voir à la sécurité du quartier général.

Eléments Libres et Spéciaux

En plus des onze directions décrites ci-dessus, existe une Section des Missions Spéciales ou des Devoirs Spéciaux. Cette dernière s'occupe des questions suivantes à l'étranger: organisation et appui des grèves, actes de sabotage et de terrorisme, opérations d'action militaire, enlèvements et liquidation d'individus anti-soviétiques considérés comme constituant une menace suffisante à l'Union soviétique pour justifier une action spéciale. La section est une unité "très secrète", et son personnel et ses opérations sont séparés des autres éléments du quartier général des renseignements des forces armées.

Il existe au quartier général du G.R.U. une unité d'entraînement chargée de la formation d'officiers soviétiques de renseignements et de la surveillance des écoles de renseignements. On ne connaît pas la nature exacte de cette unité d'entraînement, mais on ne croit pas qu'elle ait le statut d'une direction. L'Académie militaire de l'armée soviétique et l'Ecole de renseignements de Fili sont probablement placées sous la surveillance de cette unité. Le titre "Académie militaire de l'armée soviétique" sert de couverture pour l'institution la plus élevée dans l'Union soviétique pour la formation d'officiers de renseignements des forces armées et n'est pas identique aux académies militaires ou navales régulières comme celle de Frunze. L'académie est souvent

SECRET

SECRET

mentionnée comme étant l'Académie diplomatique militaire, et les élèves choisis pour y aller ont déjà passé par l'une des académies militaires ou navales régulières. Le cours d'études est de quatre ans et couvre toute l'étendue des renseignements tout en donnant des connaissances générales des arts libéraux. Au cours de la dernière année chaque étudiant étudie une région donnée géographique (qui assigne ces tâches et sur quelle base on les assigne est inconnu); la dernière année est consacrée à l'étude de la langue, de l'histoire politique et ethnique, des coutumes, de l'économie, etc., de la région en question. Le résultat est un corps d'élite d'officiers de renseignements militaires ayant l'avantage de quatre années d'études concentrées en préparation de leur futur travail. On a estimé qu'avant les mesures d'économie temporaire de 1953, environ cent officiers recevaient chaque année leur diplôme de l'Académie diplomatique militaire. Le nombre actuel des officiers qui suivent les cours et sont diplômés chaque année est inconnu.

Une Section de recherche scientifique, également attachée à la Centrale G.R.U., s'occupe d'incorporer tous les renseignements nouveaux dans les cours d'instruction de l'Académie diplomatique militaire et de l'Ecole générale de renseignements à Fili. Il existe aussi à la Centrale G.R.U. plusieurs sections administratives et d'appui. Les plus remarquables parmi celles-ci sont la Section administrative et de l'approvisionnement, la Section d'aide matérielle et technique, et la Section médicale.

SECRET

SECRET

CHAPITRE IV

Organisation des opérations à l'étranger.

Les Soviets semblent placer leur personnel d'espionnage à l'étranger (civil comme militaire) en quatre catégories générales; à savoir: résidents légaux et fonctionnaires de la résidence, agents légaux, résidents illégaux et employés de la résidence, et agents illégaux.* Le Résident légal est normalement un fonctionnaire du service de renseignements soviétique sous couverture diplomatique ou militaire et le chef d'une unité de renseignements soviétique travaillant en dehors d'un établissement diplomatique ou officiel soviétique. Les officiers de renseignements qui sont membres de la résidence légale sont sous couverture diplomatique ou militaire, représentants de TASS et membres de missions commerciales ou autres missions officielles. Une couverture fréquemment employée est celle de deuxième secrétaire du résident légal du K.G.B. et quelquefois celle de Conseiller, ou de premier ou troisième secrétaire. Le résident légal du service de renseignements des forces armées est souvent un attaché militaire ou naval. Comme exemple du résident légal de la sécurité d'état nous avons Pétrov, ancien résident légal du M.V.D. en Australie, qui avait le rang de Troisième secrétaire à l'Ambassade soviétique. Rastvorov avait le rang de Deuxième secrétaire de la Mission soviétique au Japon et faisait partie de la résidence légale mais n'était pas le résident. Le Colonel Zabotine était le résident légal du service de renseignements militaire au Canada au moment de la défection de Gouzenko.

Les Soviets emploient le terme "résidence légale" en faisant allusion aux unités de renseignements qui ont à leur tête un résident légal et sont composées d'officiers de renseignements soviétiques distribués sous diverses couverture parmi le personnel d'un établissement diplomatique soviétique. Tous les agents qui ne font pas partie du personnel et tous les indicateurs, sous le contrôle des officiers de renseignements de la "résidence légale", sont considérés comme faisant partie de la résidence, et par conséquent forment le groupe des "agents légaux". Plusieurs services

* On a fait dans ce rapport une distinction entre le personnel et les agents parce que la terminologie soviétique est à ce point de vue à la fois inconsistante et incomplète.

SECRET

SECRET

de renseignements d'autres pays ont fait allusion à la résidence elle-même comme à un "réseau". A proprement parler, une résidence peut diriger n'importe quel nombre de réseaux, un ou plusieurs venant sous le contrôle d'un officier "légal" du service de renseignements soviétique. Normalement il n'y a pas de contacts entre les opérations du service de renseignements des forces armées et les résidences du K.G.B. situées dans le même établissement diplomatique, excepté les contacts officiels entre leurs résidents respectifs. Le résident du K.G.B. a le devoir de mettre le résident des forces armées au courant des questions de contre-espionnage puisque le G.R.U. ne s'occupe que des renseignements positifs alors que le K.G.B. s'occupe, en plus du rassemblement des renseignements, de la sécurité intérieure (Colonie Soviétique), du contre-espionnage, et de la pénétration des groupes émigrés anti-soviétiques. Le résident du K.G.B. a aussi une fonction spéciale: d'assurer le contact avec le chef du Parti communiste local au nom de la Section étrangère du Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.).

Tous les fonctionnaires travaillant dans une résidence légale, qu'ils soient sous couverture diplomatique ou sous couverture de personnel, ont légalement le droit d'être dans un pays et jouissent généralement de l'immunité diplomatique. Si on s'aperçoit qu'ils s'occupent d'opérations de renseignements clandestins, on les déclare généralement "persona non grata" et on envoie au gouvernement soviétique une protestation au sujet de leurs activités. Jusqu'ici, ils ont évité toute punition sérieuse de la part du gouvernement local et ont été renvoyés en U.R.S.S. Ainsi nous avons l'exemple de Goubitchev, contact de Judith Coplon à New York; Goubitchev avait comme couverture celle de membre de la Mission soviétique aux Nations Unies; et quand il fut découvert qu'il était fonctionnaire du service de renseignements travaillant contre les Etats-Unis, on demanda son rappel. Coplon passa en jugement, et Goubitchev fit voile vers l'U.R.S.S. Le seul désavantage résultant de ce cas pour le service de renseignements soviétique fut l'identification de Goubitchev comme fonctionnaire du service de renseignements et de Coplon agent-indicateur.

Un Résident Illégal, qui peut être ou ne pas être citoyen soviétique*, est un officier du service de renseignements soviétique sous "couverture exceptionnelle" et n'est pas protégé par

* Depuis la deuxième guerre mondiale, avant laquelle et pendant laquelle certains résidents illégaux n'étaient pas clairement citoyens soviétiques, les résidents illégaux identifiés jusqu'ici ont été citoyens soviétiques.

SECRET

SECRET

l'immunité diplomatique. Un tel résident peut contrôler un ou plusieurs réseaux d'agents, suivant l'importance et le but de sa mission. Les résidences soviétiques illégales opèrent fréquemment d'après le principe du tiers pays, de même que dans le pays dans lequel la résidence est située. Le "Rote Kapelle", terme employé par le service de renseignements allemand pour désigner un groupe de résidences illégales du G.R.U. en temps de guerre, est un exemple d'opérations menées d'après le principe du "tiers pays": les résidences étaient situées en Allemagne, en Belgique, en France et en Suisse, et s'occupaient surtout de rassembler des renseignements sur l'Allemagne plutôt que sur le pays dans lequel elles étaient situées. La résidence Suisse fournissait au quartier général du service de renseignements des forces armées soviétiques à Moscou des renseignements de grande valeur sur la répartition générale des forces allemandes, et ne fournissait presque pas de renseignements sur la Suisse. Bien entendu, une résidence illégale ferait parvenir des renseignements sur le pays dans lequel elle est située si les renseignements étaient d'importance suffisante. Les objectifs qui leur sont assignés sont, cependant, souvent dans un pays voisin. Les raisons pour ce genre d'opération sont nombreuses: la résidence illégale a moins de chance d'être dérangée par le service de sécurité ou la police locale puisque la sûreté du pays hospitalier n'est pas menacée; beaucoup de pays ne peuvent pas poursuivre en justice pour activité d'espionnage en soi, de sorte que pour s'attirer une poursuite judiciaire l'officier de renseignements doit avoir travaillé contre la sûreté de ce pays; une frontière protège les officiers de renseignements. Beaucoup de facteurs favorisent aussi les opérations de renseignements "illégales". Il existe des preuves montrant que les unités de renseignements soviétiques se sont servi du Mexique comme base d'opérations en Amérique du Nord, et ceci offre un bon exemple d'opérations conduites d'un "pays tiers". Les communications du Mexique aux Etats-Unis sont faciles et relativement libres de contrôle; le commerce entre les deux pays fournit une couverture pour l'appui financier apporté aux activités d'espionnage et pour les officiers de renseignements. Il existe de nombreux autres exemples de pays entre lesquels les communications ne sont pas sujettes à restrictions, le commerce est considérable, et les voyages touristiques ou étrangers sont normaux.

Les officiers faisant partie de la résidence illégale sont fonctionnaires du service de renseignements soviétiques; ils connaissent le résident illégal et sont généralement envoyés de Moscou pour remplir leurs missions. D'un autre côté, l'agent illégal est un terme qui peut se rapporter à des agents d'espionnage ne faisant pas partie du personnel du service de renseignements, et qui travaillent sous la surveillance d'un résident illégal. Ces agents peuvent être

SECRET

SECRET

citoyens du pays dans lequel se trouve la résidence, ou citoyens soviétiques ou de n'importe quelle autre nationalité, établis dans le pays en question au moyen de faux papiers ou sous couverture non-officielle. Ces agents, informateurs ou sources locales, ne sont théoriquement pas censés connaître l'identité véritable du service pour lequel ils travaillent, l'identité du résident les contrôlant, ou celle de n'importe quel autre membre du réseau.

Le personnel du service de renseignements soviétique envoyé dans les pays étrangers sous couverture diplomatique ou militaire doit recevoir l'approbation d'une commission spéciale sous l'égide du Comité Central du P.C.U.S. avant de pouvoir quitter l'Union Soviétique. Ils voyagent soit sous leur vrai nom soit sous un faux nom. On ignore ce qui détermine l'emploi de faux noms. Si Goubitchev devait un jour être envoyé en mission hors de l'U.R.S.S. il est probable qu'il se servirait d'un pseudonyme. On sait que certains fonctionnaires du service de renseignements soviétique ont employé plus d'un pseudonyme; d'autres ont employé le même pseudonyme dans divers pays. Souvent, des fonctionnaires du service de renseignements voyageant sous des pseudonymes n'ont pas changé leur prénom et leur patronymique, ce qui a aidé à tracer leur identité antérieure. Pétrov est un exemple: né Afanasiï Mikhailovitch Chorokhov, il changea légalement son nom en Vladimir Mikhailovitch Proletarskii suivant la mode en vigueur chez les communistes d'adopter de nouveaux noms attestant leur origine prolétarienne; il prit le nom de Vladimir Mikhailovitch Pétrov lors de sa première affectation à l'étranger parce que Proletarskii était trop évidemment communiste; il se servit du nom de Pétrov en Suède et en Australie. Il est remarquable qu'il garda toujours son patronymique. Les raisons dictant l'emploi d'un pseudonyme ne sont pas toujours nécessairement les mêmes que dans le cas de Pétrov.

En plus du personnel du service de renseignements sous couverture diplomatique ou militaire tels que les représentants de TASS, les agents de commerce, les consuls, les vice-consuls, les attachés militaires et navals, etc., les fonctionnaires du service de renseignements soviétique ont rempli les fonctions de chauffeurs, ont fait partie de l'équipe de nettoyage, et autres situations domestiques, surtout quand ils faisaient partie d'opérations d'appui. L'officier de la Sécurité d'état chargé de la surveillance et de la sécurité de la colonie soviétique locale, recrute ses indicateurs parmi le personnel soviétique de l'établissement diplomatique. Comme exemple de cette pratique, nous avons encore une fois Pétrov qui, responsable de la colonie soviétique en Australie, recruta le premier commis du chiffre de l'Ambassade Soviétique en Australie, gagnant ainsi accès à toute communication entrant à l'Ambassade ou en sortant.

SECRET

En général, la résidence légale comme la résidence illégale est l'objet d'un strict contrôle centralisé venant de la Centrale du K.G.B. et du G.R.U. à Moscou. L'approbation du quartier général est nécessaire non seulement pour la répartition et le recrutement des agents et l'assignation du travail, mais aussi dans l'emploi de techniques usuelles des opérations telles que les moyens de contact avec un indicateur, les signaux de reconnaissance et de danger à employer dans les rencontres, les "boîtes aux lettres", le montant et la méthode de payement, etc. Les documents volumineux produits par Gouzenko au Canada portent témoignage de la rigidité de ce contrôle. Les quartiers généraux du G.R.U. approuvent les recrutements en projet, dictent des méthodes à employer sur place pour enquêter sur les indicateurs qui ont été recrutés et approuvés, donnent dans les grandes lignes les dispositions à prendre pour les rencontres, stipulent le montant des payements aux indicateurs, etc. Autrement dit, les procédés usuels des opérations, probablement mieux connu de l'officier de renseignements à la résidence puisqu'il est à même de connaître les circonstances locales, sont contrôlés par Moscou. Ceux qui ont fait déflection des services de renseignements soviétiques ont laissé voir une certaine impatience due au contrôle très strict exercé par leurs bureaux principaux respectifs. Il semble cependant que ce soit accepté comme un mal nécessaire; et on ne questionne pas l'effet d'une direction lointaine sur le bon fonctionnement d'une opération (attitude qui résulte probablement de la réglementation sévère à laquelle chaque citoyen soviétique est soumis depuis la plus tendre enfance et qu'il finit par accepter comme normale). Le contrôle rigide de Moscou sur tous les efforts des opérations ralentit probablement le pas des activités de renseignements. Cependant le système de communication semble être rapide malgré les distances, et l'officier du service de renseignements soviétique arrange sans doute son activité clandestine de façon à laisser le temps nécessaire à l'approbation du bureau principal. En temps de guerre, cette façon de faire est probablement relâchée pour les résidents de grades supérieurs à qui on laisse beaucoup plus de latitude.

Les communications entre les résidences légales et leurs bureaux principaux à Moscou sont généralement de deux catégories. Pour les communications rapides, on se sert de moyens électriques, les messages étant chiffrés avant d'être transmis. Dans chaque établissement diplomatique soviétique il y a un bureau du chiffre, généralement la pièce la plus sûre et la plus étroitement gardée de l'établissement. L'accès n'en est permis qu'aux commis du chiffre. Les résidences du service de la sécurité d'état et celles du service de renseignements des forces armées ont chacune leurs propres commis et leurs propres chiffres (Gouzenko révéla également l'existence d'un système distinct pour les communications commerciales).

SECRET

Toutes les autres communications des opérations ne nécessitant pas une transmission immédiate sont envoyées par ce qu'on appelle la "valise des opérations". Ceci signifie la photographie sur film de 35 mm. de toute correspondance et rapports destinés à Moscou. Les communications sont soit tapées à la machine soit écrites à la main, et photographiées en deux exemplaires. L'un des exemplaires est développé sur place pour s'assurer que le film a été convenablement exposé, et l'autre exemplaire sous forme de pellicule non-développée est envoyé à Moscou par la valise diplomatique. La pellicule non-développée est une mesure de sécurité qui simplifie la destruction des rapports si la valise est en danger de tomber entre des mains hostiles ou peu sûres. Après avoir été notifiée que le film a été développé à Moscou, la résidence originelle détruit le film supplémentaire et les documents originaux. La correspondance reçue est détruite de même après avoir été vue par le fonctionnaire auquel elle est destinée et Moscou est averti de sa réception. Les résidences légales dans les pays étrangers ont l'ordre de ne garder qu'un minimum de documents, juste assez pour permettre à l'officier de renseignements de diriger les opérations de ses agents. Quand Gouzenko fit déflection en 1945, il apporta avec lui un volume considérable de fichiers. Pétrov, au contraire, déclara que l'Ambassade soviétique en Australie ne gardait que le minimum de documents. Ceci peut indiquer que les services de renseignements soviétique étaient devenus plus stricts en ce qui concerne les dossiers à conserver dans les résidences étrangères à la suite des déflections. Ou, ceci peut signifier une différence entre les méthodes des opérations du service militaire et celles de la sécurité d'état, étant donné que Gouzenko faisait partie du service militaire et Pétrov du service de la sécurité d'état.

Les réseaux d'agent dirigés par les résidences légales et illégales semblent varier considérablement dépendant semble-t-il de facteurs tels que le genre d'objectifs, l'emplacement des réseaux, l'unité du service de renseignements soviétique en cause, et la compétence des officiers individuels. En plus des réseaux de renseignements et de contre-espionnage du type normal, les deux services de renseignements soviétiques s'occupent de l'établissement de réseaux "en veilleuse" ou "dormants", réseaux de personnel et d'agents devant entrer en activité seulement en cas de guerre ou de cessation des relations diplomatiques entre l'Union Soviétique et le pays en question. Les réseaux "dormants" vont au-delà des fonctions des résidences illégales déjà décrites, bien que normalement n'importe quel réseau illégal doive être capable de continuer à fonctionner dans des conditions hostiles ou d'urgence. Les deux services de renseignements soviétiques maintiennent des sections cloisonnées dont la raison d'être est l'organisation de missions

SECRET

spéciales et l'envoi d'agents pour ces missions qui impliquent des enlèvements et des assassinats (Neuvième Section, Direction des renseignements étrangers de la Sécurité d'état, et Section des Missions Spéciales de la Direction des renseignements des forces armées, toutes deux décrites ci-dessus). Khokhlov était un officier de la sécurité d'état envoyé par la Neuvième Section. Les assassinats de Trotsky et de son fils Ségov sont aussi des exemples du travail de ces sections.

On ne saurait décrire de façon complète l'organisation soviétique des opérations de renseignements étrangers sans insister sur le rôle d'appui joué par les partis communistes nationaux. Cet appui varie, dépendant considérablement de la loyauté et de la discipline des activistes dont le Parti dispose. Il a passé par toute la gamme des opérations clandestines mais s'est surtout manifesté en procurant des résidents et des agents illégaux à l'un et à l'autre des deux services de renseignements soviétiques, et en rendant accessibles des sources sûres dans la région d'un objectif particulier, ou des sources qui peuvent être transférées dans cette région. En plus de cette aide, les Partis communistes nationaux ont procuré d'autres services, comme de procurer des intermédiaires et des courriers pour le passage de renseignements, d'argent, de documentation, ou de donner un asile sûr à des agents soviétiques cherchant à échapper à la surveillance locale ou à la police. Comme il a déjà été dit, il existe apparemment un règlement défendant de recruter les membres du Parti communiste local comme sources de renseignements ou comme indicateurs. Cependant, le Parti constitue tout de même une structure d'appui mondiale pour les opérations de renseignements soviétiques. Voici quelques exemples de services de ce genre.

Avant la Deuxième guerre mondiale et pendant celle-ci, les membres du Parti communiste de la vieille souche, bien disciplinés, ont constitué pour les services soviétiques un réservoir d'officiers illégaux, compétents et consciencieux. A quelques exceptions près, ceux-ci furent des "non-soviets" comme "Robinson", allemand d'origine et longtemps résident illégal du G.R.U. en Europe; Trepper, polonais d'origine et résident illégal du G.R.U. en France et en Belgique avant et pendant la Deuxième guerre mondiale; Rado, hongrois d'origine et résident illégal en Suisse pendant la Deuxième guerre mondiale; et Sorge, allemand d'origine et résident illégal en Chine et au Japon avant la Deuxième guerre mondiale. Bien que dans le passé, relativement peu de nationaux soviétiques authentiques aient été découverts dans les opérations illégales soviétiques, on croit que davantage de nationaux soviétiques ont été formés et envoyés en missions illégales depuis la Deuxième guerre mondiale.

SECRET

Ceux qui se chargent de recruter les individus de talent dans les Partis communistes ont tiré d'innombrables sources d'information des masses de la population et surtout d'organisations sous le contrôle ou sous l'influence du Parti communiste. Ainsi, en 1942 les services de renseignements militaire soviétiques manquaient d'organisations au Canada permettant de repérer des sources éventuelles. Le réseau tout entier (plus tard révélé par Gouzenko) fut recruté par deux communistes canadiens, Fred Rose et Sam Carr. Ces deux derniers organisèrent des groupes d'études socialistes, encouragèrent la tendance des membres vers l'U.R.S.S., et se servirent des groupes pour déceler des sources potentielles. Klaus Fuchs est un exemple d'un membre du Parti communiste exploité par le service de renseignements soviétiques. Fuchs était un membre actif du Parti pendant ses années d'étude dans les années 1920 à l'Université de Kiel, en Allemagne; et quand il arriva à un poste suffisamment important, il offrit ses services au service de renseignements soviétiques. Ces services furent acceptés malgré le risque de sécurité qu'il y a à employer des membres du Parti communiste comme sources, parce que Fuchs avait accès à des renseignements d'une valeur exceptionnelle.

Il y a bien des exemples de membres du Parti communiste qui servent d'intermédiaires ou de courriers, "coupe-circuits" dans la terminologie de renseignements: Gold servait de contact et de courrier avec Greenglass et Fuchs; Elizabeth Bentley servait de courrier et de contact entre l'officier du service de renseignements soviétique et deux réseaux illégaux de la sécurité d'état travaillant à Washington; Whittaker Chambers servait de contact et de courrier entre le réseau de Ware à Washington et l'officier du service de renseignements soviétique. Ceux-ci ne sont que quelques exemples de membres du Parti communiste américain servant les fins de l'espionnage soviétique.

Les Partis communistes nationaux ont aussi fourni des fonds et divers documents quand cela a été nécessaire. On peut conclure en disant que les services de renseignements soviétiques n'auraient pas pu fonctionner ou ne pourraient pas fonctionner maintenant avec la même efficacité sans l'aide des partis communistes. Les Soviets seraient obligés d'échafauder pour leurs opérations de renseignements une structure d'appui étendue que les Partis locaux ont toujours fournie.

SECRET

CHAPITRE V

Financement des Services de Renseignements et
de Sécurité Soviétiques

Aucun renseignement exact n'est accessible concernant l'affectation budgétaire des fonds soviétiques pour les activités de renseignements. Les chiffres concernant ces fonds ne sont pas publiés séparément, mais se cachent sous des en-têtes budgétaires comme surplus budgétaire, recherche scientifique, éducation, et santé. Les affectations de fonds pour les renseignements et la sécurité sont cependant sans aucun doute énormes. En 1949 on estimait le budget du M.G.B. et du M.V.D. à environ 23 milliards de roubles. Pendant la même année le budget militaire allouait environ 17 milliards de roubles au service de renseignements. Il est également intéressant de noter que le budget pour des activités des services de renseignements pour l'armée suivant la Deuxième guerre mondiale était plus élevé que pour la dernière année de la guerre. La brève période d'économie en 1953 diminua probablement le budget de la sécurité et des renseignements pour cette année-là, mais tout porte à croire qu'il a retrouvé ses dimensions précédentes et qu'il a probablement encore été augmenté.

Avant le 15 septembre 1952, le salaire des officiers des services actifs de la sécurité d'état dépendait de leur grade, de leur poste, et de leurs années de service. De plus un officier recevait une allocation spéciale pour compétence dans une langue étrangère et une gratification pour le maniement de documents classifiés. Le personnel administratif et ceux qui ne sont pas mêlés dans les opérations ont une échelle de salaires moins élevée, et ne reçoivent pas d'allocation spéciale pour la connaissance d'une langue étrangère. Les officiers des services de sécurité et de renseignements, le M.V.D. et le M.G.B., recevaient des salaires considérablement plus élevés que les employés d'autres ministères à cause du système décrit ci-dessus et parce qu'ils jouissaient d'un statut spécial - ainsi un capitaine de la sécurité

SECRET

d'état l'emportait sur un capitaine dans l'Armée rouge. D'après des agents soviétiques ayant fait défection récemment, Staline lui-même changea le système à l'époque de la revue budgétaire de 1952. Il aurait été frappé de stupeur par l'énorme somme allouée à l'entretien du personnel de la sécurité d'état. Par conséquent l'allocation pour rang spécial fut abolie en 1952 et le salaire des officiers de la sécurité d'état dépendit seulement de leur poste. Le résultat de ce règlement est que la description et le titre des postes furent changés pour convenir à des officiers d'un plus haut grade. La section de "couverture exceptionnelle" de la direction des renseignements étrangers en est un exemple. Après le changement de règlements en 1952 la section se composa exclusivement de chefs et de sous-chefs comme suit:

- A. Chef de Section - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de général (Gen. Major ou Général de brigade); le rang le moins élevé est celui de colonel.
- B. Chef adjoint de Section - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de colonel.
- C. Inspecteur en Chef - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de colonel.
- D. Inspecteur adjoint - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de colonel.
- E. Chef de Sous-Section - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de colonel.
- F. Sous-chef de Sous-Section - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de lieutenant-colonel.
- G. Manipulateur supérieur - le rang le plus élevé pour ce poste est celui de commandant.

La nouvelle classification des postes permettait de faire monter en grade et de compenser la diminution d'un salaire basé sur le rang seul (autant qu'on peut savoir, les officiers du service des renseignements de la sécurité d'état sont encore les officiers les mieux payés de tous les ministères du gouvernement soviétique).

SECRET

SECRET

Ce qui suit est une liste de titres officiels des postes dans le service de la sécurité d'état et le salaire de base correspondant, par mois:

A. Dactylographe	700 à 1,000 roubles	"
B. Sténographe	900 à 1,100	"
C. Secrétaire de section	1,400	"
D. Officier adjoint de renseignements	1,200	"
E. Officier de renseignements	1,700	"
F. Officier supérieur de renseignements	1,900	"
G. Sous-chef de sous-section (otdeleniye)	2,100	"
H. Chef de sous-section	2,200	"
I. Chef de secteur (sektor)	2,800	"
J. Chef-adjoint de section (otdel)	2,400	"
K. Sous-chef de section	3,000	"
L. Chef de section	3,000 à 3,400	"
M. Sous-chef de direction (upravleniye)	3,600	"
N. Chef de direction	3,800	"

Les salaires ci-dessus représentent la paie constante du personnel opérationnel de renseignements, déterminée par le titre du poste. Le personnel administratif et non-opérationnel reçoit un salaire moins élevé que celui qui figure sur la liste précédente. En plus du salaire ci-dessus, les officiers engagés dans des opérations de renseignements ont droit aux allocations spéciales suivantes:

Les officiers engagés dans des opérations de renseignements reçoivent en plus de leur salaire une allocation supplémentaire égale à 10% de leur salaire en dollars.

SECRET

SECRET

- A. "discrétion" - les officiers maniant des matériaux classifiés reçoivent une allocation mensuelle de 10% de leur salaire de base. Certaines unités maniant des renseignements très secrets permettent 15%; cela dépend de la délicatesse du matériel en cause.
- B. années de service - une gratification mensuelle de 5% du salaire de base est ajoutée pour les cinq premières années de service; plus 2% supplémentaire pour chaque année qui suit, jusqu'à un maximum de 25%.
- C. compétence linguistique - une gratification mensuelle de 10% du salaire de base est ajoutée pour compétence dans une langue européenne et 20% pour compétence dans une langue orientale. La connaissance de deux langues est payée en proportion jusqu'à environ 40% du salaire de base (la limite maximum exacte des paiements pour compétence linguistique n'est pas connue).

Les déductions suivantes sont faites sur le revenu mensuel net de chaque employé de la sécurité d'état:

- A. impôt sur le revenu 13% du salaire de base
- B. "taxe du célibat"
 - (1) 6% pour les officiers sans enfants.
 - (2) 1% pour les officiers avec un enfant.
 - (3) 0.5% pour les officiers avec deux enfants.
- C. Contribution obligatoire à l'emprunt. En moyenne l'équivalent d'un mois de salaire par an.

L'échelle des salaires des simples soldats servant dans le service de la sécurité d'état est inconnu. On sait que les simples soldats reçoivent une gratification pour les années de service, mais pas au même taux que les officiers.

Les officiers de la sécurité d'état à l'étranger reçoivent une indemnité supplémentaire pour les frais d'existence dont le montant dépend du pays dans lequel le fonctionnaire est en service. En Pologne, par exemple, ils reçoivent une forte allocation parce que les prix y sont élevés. Les enfants de tous les officiers soviétiques à l'étranger doivent aller dans des écoles soviétiques, et quand il n'y a pas d'école soviétique ils doivent rester en U.R.S.S. pour y faire leurs études. Par conséquent, les officiers

SECRET

SECRET

de la sécurité d'état envoyés à l'étranger reçoivent une allocation pour subvenir à l'entretien des enfants restés en U.R.S.S. pour raison d'études.

Les fonctionnaires de la sécurité d'état ne reçoivent qu'un certain pourcentage de leur salaire en monnaie du pays, le reste étant déposé directement dans leur banque dans l'Union Soviétique. En Autriche, par exemple, un officier recevait 30% de son salaire en monnaie locale (schilling autrichien) alors que 70% était déposé à son compte en banque en U.R.S.S. Aucun payement en rouble n'est fait hors de l'Union Soviétique. Un officier de la sécurité d'état servant sous couverture d'un autre ministère du gouvernement ou d'une autre représentation, comme le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère du Commerce, etc., reçoit le salaire correspondant à son poste de couverture. Si ce salaire est moins élevé que son salaire de la sécurité d'état, la différence est versée à son compte en U.R.S.S.; si ce salaire est plus élevé que celui de la sécurité d'état, on lui permet de garder la différence, qu'elle soit payée à son poste ou versée en banque dans l'Union Soviétique.

Les officiers du service de renseignements militaire reçoivent à peu près les mêmes salaires que les officiers de la sécurité d'état puisque la prime due au rang spécial de ces derniers fut annulée en 1952. Les allocations d'années de service, de compétence en langues étrangères, et pour le maniement de matériaux classifiés sont aussi payées au même taux que pour les officiers de la sécurité d'état. Le traitement des officiers du service de renseignements militaire est basé sur leur grade et leur poste, mais l'ensemble est à peu près équivalent à ce que reçoit le personnel du service de renseignements de la sécurité d'état. Le personnel militaire à l'étranger reçoit les mêmes allocations; les déductions faites à leurs salaires sont identiques; et ce qui concerne les payements en monnaie locale et les versements au compte dans l'Union Soviétique est le même.

Les services de renseignements soit militaire, soit de la sécurité d'état ont la responsabilité d'établir et de présenter des budgets. D'après la plupart des sources, l'établissement et l'approbation éventuelle du budget annuel est un procédé lent et peu facile qui requiert coordination et approbation depuis le chef de section jusqu'à l'échelon le plus élevé du directeur du service. Dans le cas du service militaire, le directeur présente le budget proposé au chef d'état-major général qui, s'il l'approuve, incorpore le budget de la direction du service des renseignements dans un estimé général du Ministère des forces armées. Dans le cas du service actuel de la sécurité d'état, le K.G.B. on croit

SECRET

SECRET

que le Conseil des Ministres est responsable de l'approbation définitive du budget étant donné que le K.G.B. ressort directement du Conseil des Ministres.

Les fonds nécessaires aux résidences des deux services soviétiques à l'étranger sont transmis, probablement, par la valise diplomatique normale. Dans la plupart des pays on a constaté que les Soviets se servent du dollar américain comme unité monétaire pour payer leurs activités d'espionnage. D'autres monnaies stables, telles que le franc suisse, sont employées si besoin en est. L'une des sources de fonds les plus communes et les plus sûres pour les opérations de renseignements soviétiques sont les maisons de commerce qui sont établies avec des fonds soviétiques exprès pour permettre une activité d'espionnage. Ces sociétés commerciales se livrent généralement à un vrai commerce d'un caractère international et peuvent fréquemment réaliser un profit considérable. Non seulement les profits alimentent l'espionnage, mais les sociétés offrent une couverture commerciale valide pour les agents. Ce genre d'établissement peut faire passer des fonds d'un pays à un autre au cours de ses transactions et peut transférer du personnel d'une branche à une autre, avantages de grande valeur quand il s'agit d'opérations de renseignements. Un grand nombre des employés habituels d'une société de ce genre ne se rendent pas compte de ses fonctions clandestines. Les services de renseignements soviétiques se servent de toutes sortes d'agents commerciaux internationaux pour accumuler dans divers pays des fonds de réserve qui sont accessibles à n'importe quel moment pour fins d'espionnage. On peut assurer, sans crainte de se tromper, que les ressources financières accessibles aux services de renseignements soviétiques dans le monde entier sont énormes et très difficiles à repérer.

SECRET

SECRET

CHAPITRE VI

Qualité des Services Soviétiques

Les deux services de renseignements soviétiques étant composés d'individus, se ressentent des compétences et des failles individuelles de leur personnel (problème qui se pose à n'importe quel service de renseignements). Cependant, le système communiste impose une enrégimentation plus rigide et demande une dévotion plus fanatique que d'autres systèmes politiques. Les fonctionnaires des services de renseignements reçoivent le même endoctrinement (peut-être plus intensif) que tous les autres citoyens soviétiques et pour cette raison sont élevés avec une discipline stricte et on attend d'eux une loyauté aveugle dès la plus tendre enfance. Quand il est question d'une assignation à l'étranger, seuls sont choisis les officiers des services de renseignements soviétiques qui ont été soigneusement surveillés et qu'on a jugés dignes de confiance (aussi bien comme communistes loyaux que comme citoyens soviétiques). La vérification d'un candidat en vue d'un poste à l'étranger doit être minutieuse et approfondie étant donné que l'histoire complète du candidat est connue des services de sécurité avant qu'il soit accepté comme membre du personnel dans l'un ou l'autre des services de renseignements. La vérification est facilitée par le fait que les officiers des deux services doivent être membres du Parti communiste, membres aspirants, ou du Komsomol. Le Parti, par conséquent, a un dossier sur la jeunesse de l'officier et ses antécédents familiaux, dossier nécessaire pour devenir membre du Parti, ou aspirant à l'être. Le système d'informateurs fonctionne dans les services de renseignements aussi bien que dans l'ensemble de la population soviétique et tient les organismes de sécurité au courant de la vie privée d'un officier et de son attitude en général.

Une fois hors de l'U.R.S.S., un officier du service de renseignements est sous la surveillance constante de l'officier de la sécurité d'état chargé de la colonie soviétique et attaché à toute résidence légale à l'étranger. Tout signe d'instabilité politique, de manque de loyauté envers le service, ou d'inconduite personnelle est immédiatement repéré et signalé. On a rapporté des exemples de malhonnêteté parmi le personnel des services de renseignements soviétiques. Par exemple, un officier du service de sécurité emprunta de l'argent à un de ses informateurs. Ce procédé fut vite remarqué par la résidence dont l'officier faisait partie. Il fut rappelé dans l'Union Soviétique et paraît-il

SECRET

SECRET

renvoyé du service. On signale un autre cas d'un officier du service de renseignements qui força son informateur à signer une quittance pour une somme d'argent plus élevée que celle que cet informateur avait reçue, permettant à l'officier d'empocher la différence. Un changement d'officiers dont dépendait l'indicateur mit l'abus en lumière et le coupable fut rappelé en U.R.S.S., probablement pour action disciplinaire. Il existe de nombreux cas de rapports personnels entre des officiers du service de renseignements soviétiques et des femmes du pays. Dans la plupart des cas les officiers se servent des femmes pour fins d'espionnage et le lien sentimental sert simplement de contrôle de sûreté. Apparemment, la fraternisation, quand elle n'est pas dans l'intérêt des opérations clandestines, est défendue.

L'entraînement reçu de bonne heure et le système d'informateurs intérieurs ont comme résultat que le nombre de défections qui ont abouti est relativement faibles en comparaison avec le nombre d'officiers des services de renseignements soviétiques à l'étranger. Dans la majorité des cas la défection semble avoir été motivée par la peur d'être rappelé en U.R.S.S. pour y être soumis à une action disciplinaire. Cette peur peut avoir plusieurs causes: identification avec une clique dominante, telle que Béria et sa coterie, en train de subir une épuration; peur d'être puni pour avoir fait une erreur professionnelle ou avoir manqué à quelque règlement de sécurité; peur de la découverte d'un rapport personnel intime avec une personne non-soviétique. La peur est généralement bien fondée car la discipline est rigide et la punition est sévère. Les officiers abandonnent rarement le communisme pour raison idéologique, surtout parmi les apostats les plus récents. Gouzenko aurait dit qu'il avait été impressionné par la liberté et le niveau élevé de la vie qu'il avait remarqués au Canada. Cependant, l'incident qui le força à quitter l'Ambassade soviétique et à demander asile politique est une violation de sécurité dont il se rendit coupable. Il n'avait pas fait attention à deux brouillons de dépêches tombés sur le plancher et trouvés plus tard par l'équipe de nettoyage. L'incident fut rapporté, et Gouzenko apprit qu'il allait être rappelé en U.R.S.S., probablement pour y subir une action disciplinaire.

La sécurité physique des établissements soviétiques est impressionnante. Ils sont fortement gardés, et on ne permet jamais aux visiteurs d'y déambuler sans escorte. Tous les apostats soviétiques ont indiqué que les centres de communication ne sont accessibles qu'au personnel des communications et sont situés dans la partie la plus sûre de n'importe quel édifice dans lequel se trouve logé un établissement soviétique, tout en étant protégé par des portes de métal, des fenêtres grillées, etc. Le local où travaille

SECRET

SECRET

le personnel du service de renseignements est souvent séparé du reste de l'établissement et seul le personnel du service de renseignements y a accès. Les dossiers sont réduits à un minimum dans les missions étrangères comme mesure de précaution. Chaque fonctionnaire du service de renseignements a ses propres dossiers, vus seulement de lui-même et du résident en chef. Il n'y a que lorsqu'un cas est transféré d'un fonctionnaire du service de renseignements à un autre que le dossier en question est vu d'une troisième personne. Autant qu'on peut s'en rendre compte, les deux services de renseignements appliquent le cloisonnement pour leur personnel autant que pour leurs agents. Ainsi les renseignements sont limités aux individus en cause et les fuites vers des individus non autorisés, y compris le personnel, sont punies.

On a remarqué des faiblesses et des maladresses dans les opérations d'espionnage soviétique, mais elles reflètent généralement plus les limites personnelles des fonctionnaires que l'incompétence du service. Les officiers de renseignements qui sont membres d'une résidence légale et ont par conséquent des contacts sociaux avec d'autres missions diplomatiques ou autres se sont montrés ignorants de la mentalité, des coutumes, et des attitudes émotives du monde non-communiste. La majorité, cependant, étudient assidument le pays en question et compensent bientôt, intellectuellement sinon intuitivement, pour cette ignorance. Le contrôle exercé par les quartiers généraux des deux services permet de garder au minimum les erreurs ou les sottises de chaque fonctionnaire. Dans l'ensemble, les fonctionnaires des services de renseignements soviétiques se sont montrés bien entraînés, consciençieux et très industriels.

Plusieurs sources sur les méthodes des services de renseignements soviétiques ont indiqué que les officiers de ces services travaillent sous une pression quelque peu analogue à celle du système des "normes" dans l'industrie soviétique - c'est-à-dire qu'un officier de renseignements doit recruter un certain nombre de sources de renseignements et manipuler un certain nombre d'agents pendant son temps à l'étranger. Si ces sources sont véridiques et si la pression est forte, l'officier de renseignements qui n'a pas rempli son quota pourrait facilement négliger la qualité pour le nombre afin de continuer sa carrière.

On peut être à peu près certain que les deux services soviétiques envoient les officiers les plus capables dans les postes les plus importants, les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, et que ces officiers ont de l'expérience et sont dignes de confiance. Un autre aspect des services de renseignements soviétiques qui est digne de note et qui a été révélé par des opérations découvertes est que

SECRET

SECRET

lorsque l'objectif est important, les services de renseignements soviétiques sont prêts à attendre les résultats pendant des années, si c'est nécessaire.

Au point de vue de l'efficacité du système soviétique, les précautions de sécurité rigides et nombreuses, le contrôle étroit du quartier général, la surveillance intérieure de leurs propres fonctionnaires, tout cela devrait, semble-t-il, avoir un effet adverse sur les opérations d'espionnage. Et pourtant, en comparaison avec d'autres services de renseignements, les services soviétiques sont efficaces, qu'ils opèrent à plein rendements ou non. L'efficacité des services de renseignements soviétiques, qu'il s'agisse de celui des forces armées ou de celui de la sécurité d'état, peut être attribué à l'effort énorme fourni; à des plans soigneusement tirés et à longue portée; à la multitude des informateurs et à l'appui fondamental fourni par les Partis communistes du monde entier; à la difficulté relative qu'il y a sous le système légal démocratique à obtenir une preuve légale d'espionnage; et enfin au lent éveil des gouvernements occidentaux à l'importance du potentiel soviétique d'espionnage. Il faut reconnaître que les services de renseignements soviétiques sont efficaces et remportent des succès considérables dans leurs opérations dans le monde entier. Les réseaux soviétiques découverts aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne ayant comme objectif l'énergie atomique sont preuves suffisantes de son efficacité et de son succès.

SECRET

CHAPITRE VII

Personnalités Importantes des Services de Renseignements Soviétiques

CHALINE, Mikhail Alexeievitch

(Gen. Polk. - Général de Corps d'Armée)

Position: Chef de la Direction des renseignements militaires soviétiques, Seconde Haute Direction, G.R.U., faisant partie de l'état-major général du Ministère de la Défense.

Le chef actuel du service des renseignements militaire soviétique, le général Chaline, a servi sous les ordres du général de corps d'armée Ivan Tikhonovitch Grichine au premier et au second front de la Russie Blanche pendant la Deuxième guerre mondiale. Il reçut le grade de général de division des Gardes en août 1943, et en 1944 il était chef d'état-major de la Première Armée. En avril 1945 il était avec l'Armée Rouge quand elle entra dans Berlin. A la fin des hostilités, Chaline fut nommé chef de l'académie militaire diplomatique. D'après les renseignements les plus récents, Chaline est le directeur actuel de tout le service des renseignements militaire soviétique (y compris navals).

CHERSTNEV, N.V.

(Gen. Leyt. - Général de Division)

Position: Chef de la Direction des Renseignements de frontière, quatrième direction de la Seconde Haute Direction, G.R.U., faisant partie de l'état-major général du Ministère de la Défense.

En 1949 on signala qu'un certain général Cherstnev était chef de la Direction des renseignements de frontière. Le nom de Général Cherstnev a paru bien des fois depuis 1949 dans les rapports d'apostats et d'agents soviétiques, et généralement lorsqu'il s'agissait du personnel des renseignements de frontière. On a lieu de croire que toutes ces références concernent le même homme et qu'il est actuellement à la tête de la direction des renseignements militaires responsables des opérations d'espionnage concernant la tactique et les frontières. Si cette hypothèse est correcte, il est depuis environ sept ans mêlé aux opérations d'espionnage tactiques pour la direction des renseignements militaires soviétiques, et les a dirigées.

SECRET

DOUDOROV, N.P.

Position: Ministre de l'Intérieur, M.V.D.

Le 1er février 1956, un entrefilet parut dans "Pravda" et fut diffusé à la radio de Moscou dont la teneur était que N.P. Doudorov avait été nommé par le Présidium du Soviet Suprême comme Ministre du M.V.D., en remplacement de Krouglov. Les renseignements que l'on a sur Doudorov rendent évident le fait que sa nomination au M.V.D. est une nomination du Parti communiste. Ce n'est pas un officiel du M.V.D. de carrière et il n'a pas d'expérience. Cette nomination et celle de Lounev comme Ministre adjoint du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B., indiquent que le contrôle du Parti sur les organismes de sécurité et de renseignements a augmenté et est devenu plus direct.

Ses antécédents et les premières années de sa carrière ne sont pas connus, mais son nom suggère qu'il est originaire de Grande-Russie. Il apparut en 1950 comme chef d'une section non spécifiée du Comité du Parti de la Ville de Moscou. A ce moment-là Khrouchtchev était à la tête du Parti de Moscou. Doudorov fut élu en 1950 et en 1953 au Conseil des Députés des Travailleurs de la Ville de Moscou, et figurait en janvier 1953 comme Président adjoint du Comité Exécutif du Conseil. En avril 1955 il figurait comme chef de la Section de Construction du Comité Central du P.C.U.S. dans le compte-rendu d'une réunion d'officiels importants Kazakhs avec le Ministre du M.V.D., Krouglov à l'époque, pour discuter de travaux de construction agricole. En août 1955 il faisait partie d'une délégation soviétique qui voyagea en France, en Belgique, dans les Pays-Bas et en Italie.

L'histoire de Doudorov suggère que c'est un protégé de Khrouchtchev qui s'est auparavant beaucoup intéressé aux questions de construction et sous lequel Doudorov travailla dans l'appareil du Parti de la Ville de Moscou et dans celui du Comité Central du P.C.U.S.

FEDENKO, Fédor Alexandrovitch

(Gen. Leyt. - Général de Division)

Position: Assistant pour Toutes Questions Générales au directeur du service de renseignements militaire soviétique, Deuxième Haute Direction, G.R.U., faisant partie de l'état-major général du Ministère de la Défense.

On sait relativement peu du sous-directeur actuel du service de renseignements militaire soviétique, le Général de Division Fédenko. Il aurait été chef de la Direction des Renseignements trans-frontiers antérieurement à 1949. D'une date inconnue (peut-être 1949) jusqu'à mai 1953 il était chef de la Direction des Renseignements Stratégiques. En mai 1953 il a été nommé Assistant pour Toutes Questions Générales au Général de Division Chaline, directeur du service de renseignements militaire soviétique.

En se basant sur ces renseignements limités, tout porte à croire que Fédenko est un gradé expérimenté du service de renseignements militaire ayant des connaissances approfondies des opérations de renseignements militaires. Il faut croire que le Parti communiste l'accepte et a confiance en lui puisqu'il a occupé deux des postes les plus délicats et les plus importants de l'appareil des renseignements soviétiques avant d'être nommé directeur-adjoint.

FEDOTOV, Petr Vasilievitch

(Gen. Leyt. - Général de Division)

Position: Chef de la Direction du contre-espionnage intérieur anti-étranger (Première Haute Direction du M.V.D. ~~avant~~ avril 1954), Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B.

En avril 1954 quand le Comité de la Sécurité d'Etat fut établi, Fédotov était le chef de la direction en charge du contre-espionnage intérieur contre les étrangers (Première Haute Direction du M.V.D.) antérieurement à cette date. On suppose qu'il occupe encore ce poste bien qu'aucun renseignement récent n'ait été reçu pour confirmer ou contredire cette supposition.

Fédotov est né vers 1904 et serait entré au service de la sécurité d'état dans les premières années des années 1920. Il servit comme chef de la sécurité d'état à Rostov sur le Don et à Piatigorsk au commencement des années 1930. Vint 1938, il s'était élevé dans le service jusqu'au poste de chef de la section politique secrète, Section 2 du G.U.G.B./N.K.V.D. qui existait alors. De 1942 à 1946 Fédotov était directeur du contre-espionnage intérieur, alors Seconde Direction du N.K.V.D. et par la suite N.K.G.B., M.G.B., ce qui est la même position que celle qu'il occupe probablement actuellement. Abakoumov, directeur du service de sécurité de 1946 à 1951, aurait trouvé que la personnalité de Fédotov ne cadrait pas avec la sienne, et quand le Comité d'Information, K.I., fut formé en 1947, Abakoumov assigna Fédotov au K.I. pour l'éloigner du M.G.B.

SECRET

Fédotov occupa le poste d'adjoint en chef au président du K.I. de 1947 à 1949 quand il fut dégradé et tomba au rang de sous-adjoint. La raison de cette réduction aurait été sa lenteur à devenir membre du Parti qui l'aurait fait tomber en disgrâce. En chef ou en second ordre, Fédotov était le chef véritable de toutes les opérations et dirigea le K.I. tout en servant sous les ordres des divers présidents nommés par le Ministère des Affaires Etrangères, tels que Molotov, Zorine, etc. Avec la dissolution du K.I. et l'arrestation d'Abakoumov en 1951, Fédotov fut nommé adjoint au Général de Division Serguei Romanovitch Savtchenko. Savtchenko avait remplacé Fédotov comme adjoint en chef au président du K.I., et à la disparition de cet organisme il fut nommé chef de la Direction des renseignements étrangers du service de sécurité. Au commencement de 1953 Savtchenko prit sa retraite et Pitovranov lui succéda. Fédotov resta un bref moment assistant de Pitovranov jusqu'en mars 1953 quand Béria le nomma chef de la direction du contre-espionnage intérieur dans le M.V.D. fusionné. Autant qu'on sache, il est encore chef de cette division.

Fédotov, comme sa carrière l'indique, est un officier de renseignements expérimenté. Plusieurs sources sûres ont déclaré que c'est un des officiers les plus brillants et de la plus grande valeur du service de sécurité. Il semble avoir une autorité considérable et être respecté de ses collègues. Un apostat soviétique récent a signalé que son défaut principal est une tendance à délibérer longuement avant de prendre une décision. Comme résultat il a la réputation d'être un col de bouteille dans la paperasserie de sa direction. Cependant, une fois qu'il est arrivé à une décision, elle est solide et tout porte à croire que le problème en question a été examiné de façon approfondie et attentive.

KROUGLOV, Serguei Nikiforovitch

(Gen. Polk. - Général de Corps d'Armée)

Position: Ministre de l'Intérieur, M.V.D., antérieurement au 1er février 1956.

Krougllov serait né tout à la fin du dix-neuvième siècle; il a travaillé pour le service de la sécurité d'état soviétique et pour les affaires intérieures depuis les années 1920. De 1935 à 1937 il a été chef de la Deuxième Section Spécial de la direction des renseignements étrangers de la sécurité d'état, à l'époque G.U.G.B./N.K.V.D. On croit que cette section procurait aux organismes opérationnels de la sécurité d'état des articles techniques tels que radios, téléphones, équipement photographique et chimique, et qu'elle s'occupait aussi de la censure du courrier et des captations

SECRET

téléphoniques et radiographiques. Krouglov participa aux épurations des dernières années 1930, et aurait tiré lui-même sur certains de ses subordonnés. Il aurait aussi arrêté Yejov, son ancien chef, et l'aurait conduit en prison. Il est évident qu'il survécut les épurations et semble avoir fortifié sa propre position.

Lorsque Béria fut nommé Commissaire du Peuple du N.K.V.D. en 1938, Krouglov fut nommé sous-commissaire du Peuple pour le Personnel dans le N.K.V.D. avec le rang de Commissaire de la Sécurité d'Etat, Deuxième échelon. En mars 1946, quand les commissariats furent changés en ministères et Béria fut relevé de ses fonctions comme chef du service de sécurité, Krouglov fut nommé Ministre de l'Intérieur, alors M.V.D. Il garda ce poste, avec une brève interruption, jusqu'en février 1956.

Il n'est pas facile de définir les relations de Krouglov avec ses collègues ni son rôle dans les manœuvres politiques au sein du gouvernement soviétique. On a dit qu'il avait été très hostile à Abakoumov pendant que ce dernier remplissait les fonctions de directeur du M.G.B. Il était censé être en excellents termes avec Béria et pourtant maintenant c'est à lui qu'on attribue l'arrestation et l'exécution de Béria sous la direction du Comité Central. Le bruit court que Molotov n'aime pas Krouglov parce que ce dernier aurait un jour exprimé des soupçons sur le compte de Molotov. On a décrit Krouglov comme poli, mais froid, absolument sans merci; intelligent bien que sans éducation; organisateur compétent, doué d'un jugement pénétrant; et l'un des membres les plus capables du service de sécurité et de la police. Une maladie du foie et de l'estomac l'a forcé à mener une vie tranquille.

Krouglov fut relevé de ses fonctions de Ministre du M.V.D. le 1er février 1956 et Doudorov, qui autant qu'on le sache, n'a pas d'autre expérience que celle de travail dans le Parti communiste, l'a remplacé. Il est possible que Krouglov soit à l'avenir accusé d'avoir été un co-conspirateur avec Béria. Une telle façon de faire a déjà été observée par laquelle le chef de la sécurité et de la police est l'instrument dont on se sert pour exécuter une purge; après quoi on se débarrasse de lui.

LOUNEV, Konstantin Féodorovitch

Position: Premier Sous-Ministre du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B.

SECRET

Tous les dossiers antérieurs indiquent que Lounev a travaillé presque exclusivement dans l'appareil du Parti communiste avant sa nomination au service de sécurité. Il y a peu de doute que c'est un homme du Parti et, de plus, un homme de Khrouchtchev. Exactement comme dans le cas de Doudorov (q.v.), le nouveau Ministre de l'Intérieur, M.V.D., la nomination de Lounev au K.G.B. signifie que le Parti contrôle directement les organes de sécurité et de renseignements (peut-être plus véridiquement décrit comme direct contrôle de Khrouchtchev).

Lounev s'est trouvé mêlé à l'organisation du Parti de la Ville de Moscou dès 1949. En 1953 il faisait partie de la session spéciale de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. qui se réunit entre le 18 et le 23 décembre pour juger et condamner Béria et ses six "complices". Khrouchtchев était Premier Secrétaire du Comité de l'Oblast de Moscou de 1949 à 1953 et doit certainement bien connaître Lounev.

PANIOUCHKINE, Alexandre Semenovitch

(Gen. Mayor - Général de Brigade)

Position: Chef de la Direction des renseignements étrangers du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B.

D'après les renseignements les plus récents, Paniouchkine est actuellement à la tête de la direction des renseignements étrangers (anciennement Deuxième Haute Direction sous le M.V.D. post-stalinien) dans le service de la sécurité d'état. Paniouchkine est né en 1905 à Kouïbychev et est diplômé de l'Académie Militaire Soviétique, l'Académie de Frunze. Sa carrière comme représentant officiel de l'Union Soviétique à l'étranger commença en 1927 quand il était membre de la Délégation du Commerce de l'U.R.S.S. en Chine. Il a servi par la suite comme Ambassadeur soviétique en Chine de 1939 à 1945; Ambassadeur soviétique aux Etats-Unis de 1947 à 1952; et, brièvement de décembre 1952 à mars 1953, comme Ambassadeur en Chine communiste.

On a parlé de Paniouchkine comme d'un officier aguerri de la sécurité d'état. Pendant la durée du Comité d'Information, le K.I., 1947 à 1952, Paniouchkine était Ambassadeur soviétique aux Etats-Unis et en même temps résident en chef du K.I. chargé de toutes les opérations d'espionnage aux Etats-Unis (le K.I. avait absorbé les responsabilités des deux services de renseignements soviétiques en ce qui concerne l'espionnage à l'étranger). Avant d'avoir été envoyé aux Etats-Unis, il aurait servi comme chef de la section internationale du Comité Central du P.C.U.S. Cette section s'occupait de

coordonner toutes les activités des Partis communistes hors de l'Union Soviétique. On sait peu de ses responsabilités d'espionnage en Chine, mais on suppose qu'il était résident légal de la sécurité d'état et comme tel dirigeait les opérations d'espionnage.

Paniouchkine fut rappelé de Chine au printemps de 1953, peu avant l'arrestation de Béria. Sa nomination à la tête de la direction des renseignements étrangers se serait faite très peu de jours avant l'arrestation de Béria, ou au même moment. Etant donné que Paniouchkine est toujours chef de la direction, il n'était probablement pas protégé de Béria.

Un apostat soviétique récent a déclaré que Paniouchkine était un organisateur capable et un administrateur compétent et qu'il a dû être placé dans sa position actuelle afin d'améliorer l'efficacité de la direction des renseignements étrangers. Un autre apostat contredit le premier et déclare que Paniouchkine manque du sens de l'organisation nécessaire pour administrer la direction. Quelles que soient ses capacités, Paniouchkine a eu une grande expérience à l'étranger comme diplomate et comme officier de renseignements.

PITOVRANOV, Yevgueni Petrovitch

(Gen. Major - Général de Brigade)

Position: Résident légal en chef du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B., dans l'Allemagne de l'Est.

Né soit en 1915 ou 1916 dans le village de Kniazev près de Saratov sur la Volga, Pitovranov fit des études d'ingénieur électro-mécanique. Dans les premières années 1930, il quitta la profession d'ingénieur pour le service de sécurité alors N.K.V.D. Pitovranov joignit Abakoumov à la direction du service de contre-espionnage des forces armées probablement (date exacte inconnue) peu après l'invasion de l'U.R.S.S. par l'Allemagne. Pendant la guerre il aurait aussi été chargé de construire des fortifications défensives, probablement à Moscou, et il aurait fait partie de la conférence de Téhéran en 1943. Le bruit court qu'il aurait découvert un complot allemand pour assassiner les principaux participants à la conférence. Vers la fin de la guerre et à la fin des hostilités, il servit brièvement de chef de la sécurité d'état dans l'oblast de Kouïbychev et dans la R.S.S. Ouzbek.

En 1950 Pitovranov fut nommé sous-ministre de la sécurité d'état sous Abakoumov. La nomination signifiait qu'il était protégé d'Abakoumov et l'identifiait comme membre du groupe de ce dernier. Quand Abakoumov fut arrêté en 1951, Pitovranov fut arrêté aussi et

SECRET

emprisonné pendant environ un an et demi. La femme de Malenkov et la femme de Pitovranov sont soeurs et Malenkov aurait intercéde personnellement auprès de Staline pour obtenir que Pitovranov soit libéré vers décembre 1952. Après sa mise en liberté il fut réintégré dans ses fonctions de sous-ministre de la sécurité d'état et, d'après une source bien informée, nommé chef de la direction des renseignements étrangers.

Le 1er janvier 1954, Pitovranov parut à une réception à Berlin avec le titre de Deuxième Adjoint au Haut Commissaire de l'U.R.S.S. en Allemagne. Il est sans aucun doute le résident en chef du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B. en Allemagne de l'Est, et comme tel, est chargé de la direction de toutes les opérations soviétiques d'espionnage (militaire exclu) et de contre-espionnage et de la sécurité de tous les civils soviétiques de la région. Un apostat soviétique récent a déclaré catégoriquement que Pitovranov était "le tout premier homme" du service des renseignements soviétiques (sécurité d'état), et était supérieur à tous les autres comme chef et organisateur d'opérations d'espionnage. Le fait qu'il a la confiance des chefs actuels du Parti communiste est démontré par le poste qu'il occupe en ce moment en Allemagne de l'Est, l'un des postes les plus importants pour les opérations soviétiques de renseignements étrangers. Tous les renseignements concordent pour le présenter comme un officier de renseignements supérieur, capable et expérimenté.

SEROV, Ivan Alexandrovitch

(General Armii - Général d'Armée)

Position: Président du Comité de la Sécurité d'Etat, K.G.B.

Le président actuel du service de la sécurité d'état soviétique, le Général Sérov a environ 52 ans. Il est diplômé de l'Académie Frunze, l'académie militaire soviétique, et a commencé sa carrière comme officier dans l'armée. A un moment donné pendant les épurations de 1936-1939 Sérov passa de l'armée au service de sécurité. A ce moment-là il était considéré comme un des protégés de Béria. Immédiatement avant et pendant la Deuxième guerre mondiale, il fut chargé de déportations en masse d'éléments soi-disant anti-soviétiques dans les populations des régions baltiques, et dans les R.S.S.A. Kalmyk, Tatar et Tchetcheno-Ingouch. Sérov continua en 1945 son travail d'élimination des éléments anti-soviétiques dans la zone soviétique de l'Allemagne.

SECRET

En Allemagne Sérov avait le titre d'adjoint au général Joukov pour les Affaires Civiles de l'Administration Militaire Soviétique. En réalité il était à la tête des opérations du M.G.B. et du M.V.D. en Allemagne. Le bruit courut qu'il était en conflit avec Joukov qui lui tenait rigueur du travail de contre-espionnage parmi les forces armées aussi bien que des autres activités des deux ministères fonctionnant sous ses ordres. Sérov aggravait la situation en envoyant à Staline par les voies de sécurité des rapports défavorables à Joukov. Pendant son séjour en Allemagne Sérov se mit dans les bonnes grâces de Staline, en protégeant le fils de Staline, Vasili Staline, qui aurait, paraît-il, profité de sa position au maximum pendant qu'il était là. Avant 1940 Sérov était devenu ami intime de Khrouchtchev quand ils étaient tous les deux membres du Politburo ukrainien. C'est cette amitié qui aurait sauvé Sérov en 1953 quand les protégés de Béria furent liquidés des rangs du M.V.D. Sérov avait servi comme ministre-adjoint du M.V.D. sous Béria et sous Krouglov. On dit qu'il n'aime pas Krouglov, ce qui pourrait être la raison pour laquelle les deux hommes avaient été placés dans des positions presque égales de façon à maintenir l'équilibre du pouvoir. On a décrit Sérov comme suit: investigator "à la Tchéka" astucieux et fin; membre du Parti communiste fanatique et digne de confiance; très énergique et rapide dans ses décisions; donne une impression déceptive de simplicité tout en étant un administrateur efficace et peu commode. On dit que ses principales fautes sont la vanité et le caprice. Sérov a une expérience considérable du travail de sécurité aussi bien dans l'Union Soviétique que dans l'Allemagne de l'Est, y compris sans doute des opérations d'espionnage contre les nations de l'Ouest pendant son séjour à Potsdam avec les forces d'occupation soviétiques.

SECRET

SECRET

ORGANISATION DU COMITE POUR LA SECURITE D'ETAT
(K.G.B.) 1955 (CONJECTURAL)

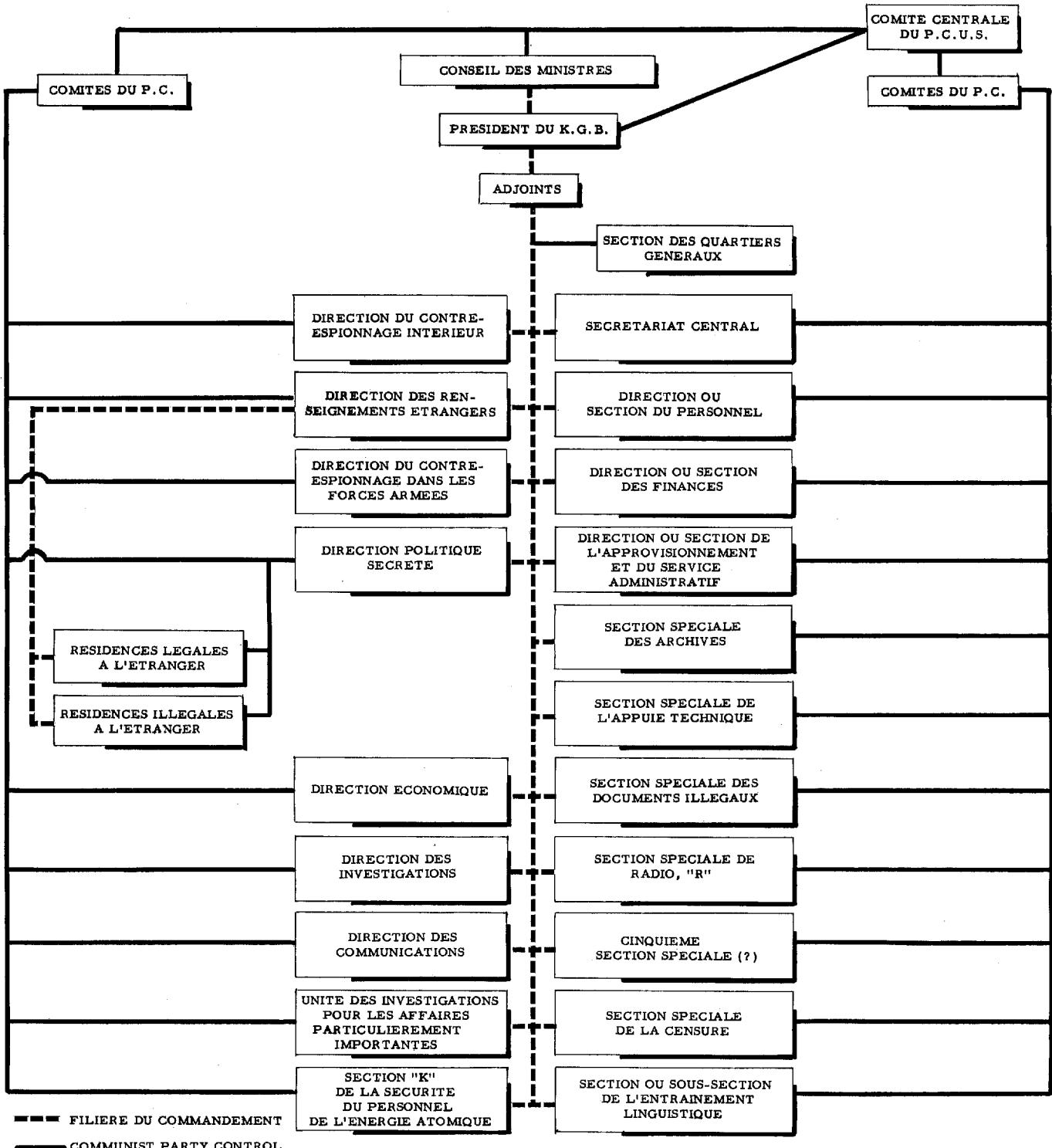


FIGURE 1

SECRET

SECRET

**ORGANISATION DE LA DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS
ETRANGERS DE LA SECURITE D'ETAT SOVIETIQUE**

(K. G. B.) 1955 (CONJECTURAL)

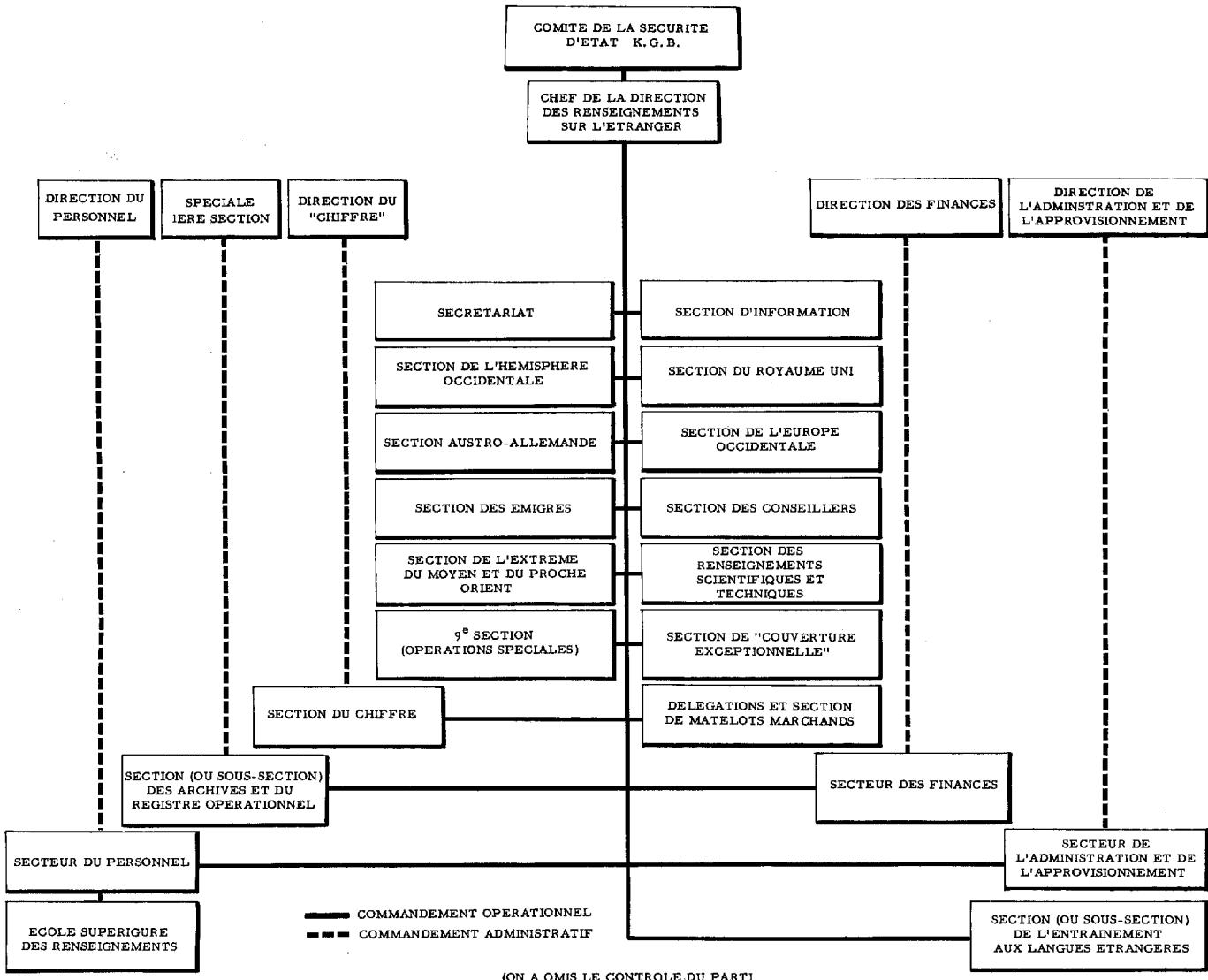


FIGURE 2

SECRET

SECRET

**ORGANISATION DU SERVICE DES RENSEIGNEMENTS
DES FORCES ARMEES, 1955**

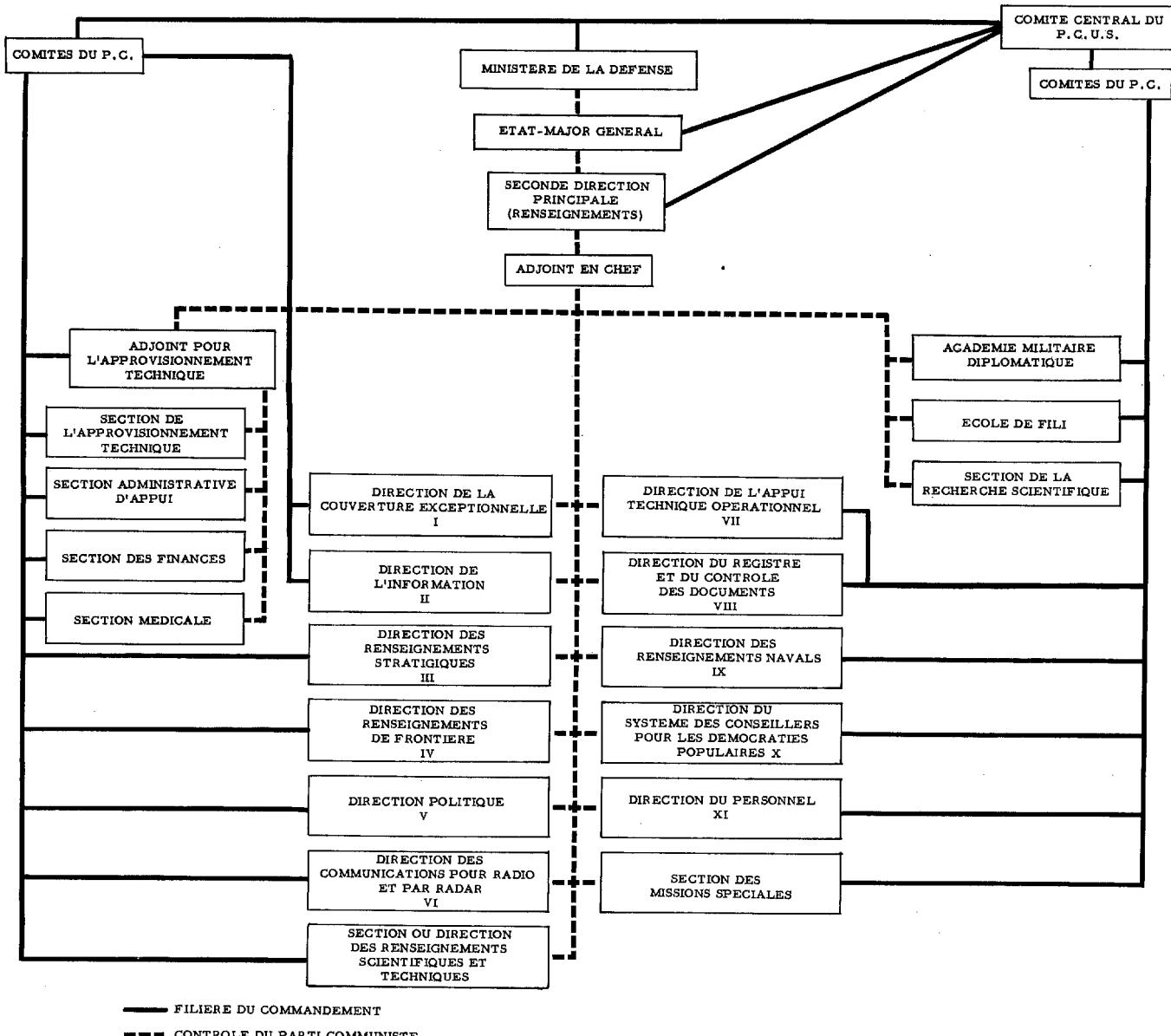


FIGURE 3

SECRET

Approved For Release 2001/08/20 : CIA-RDP78-00915R000500060064-0
SECRET

SECRET
Approved For Release 2001/08/20 : CIA-RDP78-00915R000500060064-0